

**Présenté par**  
**Valérie PÉCRESSE**  
Présidente du conseil régional  
d'Île-de-France

**FILIÈRES ET INNOVATION**

## Sommaire

<a href="#">EXPOSÉ DES MOTIFS</a>	3
<a href="#">PROJET DE DÉLIBÉRATION</a>	6
<a href="#">ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION</a>	12
<a href="#">Annexe 1 - Avenant I démo</a>	13
<a href="#">Annexe 2 - Fiches Pôles</a>	19
<a href="#">Annexe 3 -Conv pôles</a>	35
<a href="#">Annexe 4 - Fiche projet SI</a>	51
<a href="#">Annexe 5 - Conv SI</a>	55
<a href="#">Annexe 6 - FP ETI lab</a>	62
<a href="#">Annexe 7 - Convention ETI</a>	65
<a href="#">Annexe 8 - F IncubAlliance</a>	72
<a href="#">Annexe 9 - Fiche HEC</a>	75
<a href="#">Annexe 10 - Conv HEC</a>	78
<a href="#">Annexe 11 - Fiche WILLA</a>	94

## EXPOSÉ DES MOTIFS

### 1. PIA 4 régionalisé – Axe « Projets de filières » - Action « Projets collaboratifs I-Démo régionalisé » : renouvellement de la dotation

Il est prévu de renouveler la dotation de l'appel à projets lancé fin 2021 soutenant l'émergence et le développement de projets collaboratifs en Île-de-France dans le cadre du PIA 4 / France 2030 régionalisé, dont la convention de partenariat a été adoptée en 2022. Il est ainsi proposé d'attribuer à Bpifrance une nouvelle dotation de **2 000 000 €** afin d'abonder le fonds PIA 4 Île-de-France, complétée par une autorisation d'engagement de **50 000 €** pour la prise en charge des frais de gestion liés.

### 2. Soutien aux pôles de compétitivité (Crédits Etat)

A la demande des régions, l'État a engagé la régionalisation complète de la gouvernance et du financement de la politique des pôles de compétitivité, selon un calendrier prévoyant, depuis 2020, un versement à chaque région d'une enveloppe dédiée au soutien des pôles régionaux. A l'issue d'un processus de labellisation, associant l'Etat et les régions, l'ensemble des pôles franciliens ont été relabellisés pour la phase 5 de la politique des pôles. Cette phase 5 repose sur les grandes orientations suivantes :

- o Faire émerger des écosystèmes plus forts, mieux interconnectés et en capacité de répondre aux défis tant nationaux que régionaux grâce à des rapprochements ;
- o Renforcer le développement de l'action des pôles au niveau européen ;
- o Soutenir les PME et startups françaises dans leurs transformations et leur développement, en accompagnant des projets d'innovation et d'industrialisation technologiquement exigeants et structurants pour les filières industrielles.

En cohérence avec la convention relative au versement de crédits de l'État à la Région en annexe au présent rapport, il vous est proposé de soutenir les pôles à hauteur de 1 854 580 € en 2025 selon la répartition suivante :

- ASTECH PARIS REGION	185 243€,
- CAP DIGITAL PARIS REGION	508 246 €,
- FINANCE INNOVATION	239 320 €,
- MEDICEN PARIS REGION	292 422 €,
- MOV'EO	104 052€,
- SYSTEMATIC PARIS REGION	525 297€.

### 3. Soutien à la fondation Solar Impulse

Dans le prolongement de la COP Région Île-de-France et du partenariat noué entre la Région et la Fondation Solar Impulse, il est proposé l'attribution d'une subvention régionale de **255 000 €** pour cette action au titre de 2025.

### 4. Financement de l'ETI lab de la fondation de l'école des Mines de Paris

Le soutien de cette chaire s'inscrit dans la politique économie régionale qui vise à soutenir la compétitivité et le développement des ETI. En effet, l'objectif de la chaire est de produire des études et analyses sur les ETI françaises sous l'angle de plusieurs thématiques : la décarbonation, la croissance et l'innovation. Le soutien à cette chaire s'est fait annuellement et via le club ETI jusqu'à présent. Afin d'accroître la visibilité de la participation de la Région à ce dispositif, il est proposé de signer la convention de mécénat et de s'engager à hauteur de **150 000€** (50 000€ par

an) pour les trois prochaines années. Cette disposition annule et remplace la proposition d'affectation de 50 000 € pour un an votée lors de la CP2025-079 du 27 mars 2025.

### **5. Soutien à l'incubateur deeptech IncubAlliance**

IncubAlliance est l'incubateur deeptech de Paris-Saclay ayant pour vocation l'accompagnement de projets d'entrepreneuriats technologiques innovants. Il est proposé de le soutenir à hauteur de **65 000 euros**.

### **6. Soutien à l'association Paris Europlace**

L'association Paris Europlace a pour objet de promouvoir le développement de la place financière de Paris et le rayonnement de ses acteurs. Il est proposé de la soutenir à hauteur de **60 000 €**.

### **7. Soutien à l'évaluation des politiques régionales d'innovation**

La Région propose de soutenir un travail de recherche coordonné par Antonin Bergeaud, lauréat du prix du Meilleur jeune économiste de France en 2025, spécialiste des politiques d'innovation et de l'intelligence artificielle.

Ce projet, mené en partenariat avec HEC Paris, vise à évaluer l'impact des principaux dispositifs régionaux (Innov'Up, grands projets de R&D, grands lieux d'innovation), avec un focus spécifique sur les pôles de compétitivité, afin d'éclairer les futurs arbitrages stratégiques de la Région.

Dans ce cadre, il est proposé d'attribuer à HEC Paris une subvention régionale d'un montant de **50 000€**.

### **8. Soutien à Choose Paris Region**

L'agence de promotion et d'attractivité internationale de la région Île-de-France, Choose Paris Region, rencontre actuellement des difficultés de trésorerie temporaires, susceptibles de fragiliser son fonctionnement. Bien que l'organisme ait mis en œuvre des mesures de gestion pour faire face à cette situation, un soutien exceptionnel de la Région s'avère nécessaire afin d'assurer la poursuite de ses missions et la réalisation de son plan d'actions 2025.

Dans ce contexte, il est proposé d'attribuer à Choose Paris Region une subvention exceptionnelle de fonctionnement d'un montant de **1 300 000 €**.

### **9. Modification de la fiche projet Willa**

A la suite d'erreurs administratives et avant signature de la convention au bénéficiaire, il est proposé sans incidence financière pour la Région de réviser le plan de financement et ainsi de modifier le taux de soutien à 2,02 % au lieu de 2,38% précédemment et la base subventionnable 989 700 € HT au lieu de 839 100 € HT précédemment, au projet Willa de la délibération n°CP2025-170 du 19 Juin 2025.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**La présidente du conseil régional  
d'Île-de-France**

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Valérie Pécresse', written in a cursive style.

**VALÉRIE PÉCRESSÉ**

## PROJET DE DÉLIBÉRATION DU 25 SEPTEMBRE 2025

### FILIÈRES ET INNOVATION

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le Traité instituant la Communauté européenne et notamment ses articles 107 et 108 ;

VU le règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité, publié au JOUE L187 du 26 juin 2014, modifié par les règlements (UE) 2017/1084, (UE) 2020/972, (UE) 2021/1237, et (UE) 2023/1315 ;

VU le règlement (UE) 2023/2831 de la Commission européenne du 13 décembre 2023 publié au JOUE L du 15 décembre 2023 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;

VU le règlement (UE) 2023/2832 de la Commission européenne du 13 décembre 2023 publié au JOUE du 15 décembre 2023 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis octroyées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général ;

VU le régime cadre exempté de notification n° SA.111723 relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2024-2026, adopté sur la base du règlement (UE) n° 651/2014, publié au JOUE L187 du 26 juin 2014 et modifié par les règlements (UE) 2017/1084, (UE) 2020/972, (UE) 2021/1237, et (UE) 2023/1315;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de la commande publique ;

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi NOTRe ;

VU les délibérations n° CP 05-1004 du 16 décembre 2005, 09-982 du 22 octobre 2009, 16-357 du 12 juillet 2016 et 2018-027 du 24 janvier 2018, relatives au soutien régional aux projets de R&D ;

VU la délibération n° CR 63-07 du 27 septembre 2007 relative à l'emploi et aux filières pour favoriser le développement des PME-PMI franciliennes ;

VU la délibération n° CP 15-515 du 9 juillet 2015 relative à la politique régionale en faveur de l'entrepreneuriat et de l'accès au financement des TPE-PME ;

VU la délibération n° CR 36-15 du 10 juillet 2015 modifiée par la délibération n° CR 2017-101 du 18 mai 2017, relative à l'ajustement de la délibération cadre n° CR 78-12 du 27 septembre 2012 relative à la politique de soutien à l'innovation ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 modifiée, relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée, relative à la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU la délibération n° CR 2017-101 du 19 mai 2017 relative aux actions en faveur du développement économique et de la montée en gamme des qualifications ;

VU la délibération n° CP 2017-583 du 22 novembre 2017 relative à la mise en œuvre de la stratégie régionale #Leader pour la croissance, l'emploi et l'innovation ;

VU la délibération n° CP 2020-285 du 1<sup>er</sup> juillet 2020 portant sur les filières et l'innovation ;

VU la délibération n° CP 2021-008 du 21 janvier 2021 relative au soutien à Choose Paris Region ;

VU la délibération n° CP 2021-332 du 22 juillet 2021 portant sur l'intégration d'une clause éthique dans les conventions passées par la Région ;

VU la délibération n° CP 2021-276 du 22 juillet 2021 portant sur les filières et l'innovation ;

VU la délibération n° CP 2021-440 du 19 novembre 2021 portant sur le soutien aux entreprises et l'accompagnement de la stratégie régionale ;

VU la délibération n° CR 2022-029 du 19 mai 2022 relative à la mise en œuvre du Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation d'Île-de-France (SRDEII) 2022-2028 ;

VU la délibération n° CR 2022-019 du 19 mai 2022 relative à l'approbation du Schéma Régional de Développement du Tourisme et des Loisirs 2022-2028 ;

VU la délibération n° CP 2022-188 du 20 mai 2022 portant sur les filières et l'innovation ;

VU la délibération n° CR 2022-046 du 6 juillet 2022 relative au Contrat de Plan Etat-Région 2021-2027 ;

VU la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement

VU la délibération n° CP 2023-155 du 1er juin 2023 relative aux diverses dispositions en matière de communication institutionnelle - 2ème rapport 2023 ;

VU la délibération n° CP 2023-381 du 17 novembre 2023 portant sur les filières et l'innovation ;

VU la délibération n° CP 2024-046 du 31 janvier 2024 relative à la Convention d'Objectifs et de Moyens (COM) entre Choose Paris Region et la région Île-de-France ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2025 ;

VU l'avis de la commission du développement économique et de l'innovation ;

**VU** l'avis de la commission du développement économique et de l'innovation ;

**VU** l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

**VU** le rapport n°CP 2025-275 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

**Article 1 : PIA 4 régionalisé - Axe « Projets de filières » - Action « Projets collaboratifs I-Démo Régionalisé France 2030 » » dans le cadre du suivi de Contrat plan Etat-Région 2021-2027**

Décide d'attribuer au bénéfice de Bpifrance une dotation de 2 000 000 €, en vue de l'abondement du Fonds « PIA 4 Île-de-France », axe « Projets de filières », action « Projets collaboratifs I-Démo régionalisé France 2030 ».

Approuve l'avenant à la convention financière avec Bpifrance, figurant en annexe 1 à la présente délibération.

Subordonne l'attribution de la dotation à la signature de l'avenant à la convention jointe en annexe 1 à la présente délibération et autorise la présidente à le signer.

Affecte une autorisation de programme de 2 000 000 € au fonds « Filières PIA » sur le volet subvention, disponible sur le chapitre 906 « Action économique », code fonctionnel 67 « Recherche et innovation », programme RE 67-002 « Incubateurs et grands projets d'innovation », action 567002104 « Incubateurs et grands lieux d'innovation » du budget 2025.

Cette affectation relève du contrat de plan Etat-Région 2021-2027 : volet 4 « Développement économique, emploi et formation professionnelle », Sous-volet 41 « Volet régional du PIA4 », Projet 4105 « Projets structurants pour la compétitivité (PSPC) ».

Décide d'attribuer au bénéfice de Bpifrance une dotation de 50 000 € en vue de la prise en charge des frais de gestion liés au dispositif PIA 4 Île-de-France, axe « projets de filières », action « Projets collaboratifs I-Démo régionalisé ».

Affecte une autorisation de programme de 50 000 € disponible sur le chapitre budgétaire 936 « Action économique », code fonctionnel 67 « Recherche et innovation », programme RE 67-002 « Soutien à l'innovation », action 567002074 « Structures d'appui à l'innovation » du budget 2025.

Cette affectation relève du contrat de plan État-Région 2021-2027 : Volet 4 « Développement économique, emploi et formation professionnelle », Sous-volet 41 « Volet régional du PIA4 ».

**Article 2 : Soutien aux pôles de compétitivité**

Décide de participer, au titre du dispositif de « soutien à la gouvernance des pôles de compétitivité », au financement (part État) du fonctionnement des 6 pôles de compétitivité détaillés dans les fiches-projets et annexes financières en annexe 2 à la présente délibération, par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de 1 854 580 €.

Approuve la convention relative au versement de crédits de l'Etat à la Région afin de financer le fonctionnement des 6 pôles de compétitivité, figurant en annexe 3 à la présente



délibération, et autorise la Présidente du Conseil Régional à la signer

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention type adoptée par délibération CP 2023-261 du 5 juillet 2023 et autorise la présidente du conseil régional à les signer

Affecte une autorisation d'engagement de 1 854 580 € disponible sur le chapitre 936 « Action économique », code fonctionnel 67 « Recherche et Innovation », programme HP 67 004 « Soutien en matière R&D », action 16700402 « Pôles de compétitivité », du budget 2025.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches-projets en annexe 2 à la délibération, par dérogation prévue à l'article 29 alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé.

***Article 3 : Soutien à l'animation de la filière ville durable et aux entreprises qui accélèrent la transition écologique (Fondation Solar Impulse)***

Décide de participer au titre du dispositif « Soutien à l'industrie, aux PME et aux ETI » à l'accélération de la transition écologique du territoire par le développement des entreprises franciliennes qui portent des innovations dans ce domaine, tel que décrit en annexe 4 à la présente délibération, par l'attribution à la Fondation Solar Impulse d'une subvention d'un montant de 255 000 €.

Subordonne le versement de la subvention à la signature de la convention spécifique figurant en annexe 5 à la présente délibération et autorise la présidente à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de 255 000 € sur le chapitre 936 « Action économique », code fonctionnel 632 « Industrie, commerce et artisanat », programme HP632-005 « industrie, commerce et artisanat », action 16300506 « Soutien à l'industrie, au commerce et à l'artisanat » du budget 2025.

Autorise la prise en compte de dépenses éligibles à l'attribution d'une subvention à compter des dates prévisionnelles de démarrage anticipé dans la fiche-projet en annexe 4 à la présente délibération, par dérogation à l'article 29 alinéa 3 du règlement budgétaire et financier.

***Article 4 : Financement de l'ETI lab de l'école des Mines de Paris***

Décide de désaffecter la somme de 50 000 € attribuée dans le cadre de l'opération D2500212 votée à la CP 2025-079 du 27 mars 2025 et prélevée sur le chapitre 936 « Action économique », code fonctionnel 632 « Industrie, commerce et artisanat », programme HP632-005 « Industrie, commerce et artisanat », action 16300506 « Soutien à l'industrie, au commerce et à l'artisanat » du budget 2025.

Décide de participer au titre du dispositif « Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME », au financement de la Chaire ETI de la fondation des Mines détaillé dans la fiche-projet figurant en annexe 6 à la présente délibération, par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 150 000 € pour les trois années à venir.

Subordonne le versement de la subvention à la signature de la convention jointe en annexe 7 à la présente délibération et autorise la Présidente du conseil régional d'Ile-de-France à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de 150 000 € disponible sur le chapitre 936 « Action économique », code fonctionnel 632 « Industrie, commerce et artisanat », programme HP632-005 « Industrie, commerce et artisanat », action 16300506 « Soutien à l'industrie, au commerce et à l'artisanat » du budget 2025.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la subvention à compter de la date prévisionnelle de démarrage indiquée dans la fiche-projet en annexe 6 à la présente délibération, par dérogation à l'article 29 alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé.

**Article 5 : Soutien à l'incubateur deeptech IncubAlliance**

Décide de participer au titre du dispositif de soutien aux lieux d'innovation et aux actions d'aide à la maturation et à l'accélération de projets au financement des projets détaillés dans la fiche-projet en annexe 8 à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 65 000 €.

Affecte une autorisation d'engagement de 65 000 € disponible sur le chapitre 936 « Action économique », code fonctionnel 67 « recherche et innovation », programme HP 67-002 « Soutien à l'innovation », action 16700206 « Appui à l'innovation, évaluation, études et promotion » du budget 2025.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution d'une subvention à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans la fiche-projet en annexe 8 à la présente délibération, par dérogation à l'article 29 alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé.

**Article 6 : Cotisation annuelle à l'association Paris Europlace**

Décide du versement de la cotisation annuelle à l'association Paris Europlace.

Affecte une autorisation d'engagement de 60 000 € disponible sur le chapitre 936 « Action économique », code fonctionnel 632 « Industrie, commerce et artisanat », programme HP632-005 « industrie, commerce et artisanat », action 16300506 « Soutien à l'industrie, au commerce et à l'artisanat » du budget 2025.

**Article 7 : Soutien à l'évaluation des politiques régionales d'innovation**

Décide d'attribuer une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 50 000 € à HEC Paris, dans le cadre d'un travail de recherche coordonné par l'économiste Antonin Bergeaud détaillé dans la fiche projet en annexe 9 à la présente délibération.

Subordonne le versement de la subvention à la signature de la convention spécifique figurant en annexe 10 à la présente délibération et autorise la présidente à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de 50 000 € disponible sur le chapitre 936 « Action économique », code fonctionnel 67 « recherche et innovation », programme HP 67-002 « Soutien à l'innovation », action 16700206 « Appui à l'innovation, évaluation, études et promotion » du budget 2025.

**Article 8 : Soutien à Choose Paris Region**

Décide d'attribuer à Choose Paris Region, une subvention exceptionnelle de 1 300 000 €.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de 1 300 000 € prélevée sur le chapitre budgétaire 936 « Action économique », code fonctionnel 62 « Structure d'animation et de développement économique », programme HP 62-001 « Choose Paris Region », action 16200102 « Choose Paris Region », du budget 2025.

**Article 9 : Modification du taux de soutien du projet Willa**

Approuve la modification de la fiche-projet n° 25001955, « Incubateur WILLA-SUBVENTION 2025 », approuvée par délibération CP2025-170 du 19 juin 2025 susvisée, telle qu'elle figure en annexe 11 à la présente délibération.

La présidente du conseil régional  
d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

## **ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION**

## **Annexe 1 - Avenant I démo**

**AVENANT n°3**  
**À la convention financière régionale**  
**« PROGRAMME INVESTISSEMENT D'AVENIR – France 2030 »**  
**Projets Collaboratifs I-Démo régionalisé**  
**en Région Île-de-France**

**La Région Île-de-France,**

Représentée par sa présidente, Madame Valérie PÉCRESSE,

Dûment habilitée à l'effet des présentes, en vertu de la délibération n° CP 2025-275 du 25 septembre 2025

ci-après désignée « la Région »,

**D'une part,**

**Et**

**Bpifrance**, société anonyme, dont le siège est à Maisons-Alfort (94710), 27-31 avenue du Général Leclerc, identifiée sous le n° 320 252 489 RCS Créteil, au capital de 5 440 000 000 €, représentée par Monsieur Arnaud CAUDOUX, directeur général adjoint, intervenant, tant pour le compte de Bpifrance que pour le compte de ses filiales,

ci-après dénommée « Bpifrance »,

**ci-après dénommées chacune individuellement « le partenaire » et collectivement « les partenaires ».**

Vu l'accord-cadre du 13 janvier 2021 entre l'État et Régions de France relatif à une mise en œuvre territoriale et partenariale du quatrième programme d'investissements d'avenir ;

Vu la convention du 8 avril 2021 entre l'État, l'ADEME, l'Agence nationale de la recherche, l'EPIC Bpifrance, la société anonyme Bpifrance et la Caisse des dépôts et consignations encadrant les

dispositions communes aux conventions relatives à la mise en œuvre du quatrième Programme d'Investissements d'Avenir, dite la « Convention Dispositions Communes » ;

Vu la convention du 13 août 2021 entre l'État, Bpifrance, la société anonyme Bpifrance et la Caisse des dépôts et consignations relative au programme d'investissements d'avenir (action « Aides à l'innovation « Bottom-up », volet « PIA régionalisé »), dite la « Convention nationale » ;

Vu la convention approuvée par délibération n° CP 2021-390 du 22 septembre 2021, entre l'État, la Région Île-de-France, l'EPIC Bpifrance, Bpifrance et la Caisse des dépôts et consignations relative au programme d'investissements d'avenir (action « Aides à l'innovation « Bottom-up », volet « PIA régionalisé »), dite la « Convention régionale » ;

Vu la délibération n° CP 2021-390 de la commission permanente du conseil régional en date du 22 septembre 2021 portant sur le programme d'investissements d'avenir PIA4 : convention régionale et conventions financières de partenariat ;

Vu la délibération n° CP 2022-376 de la commission permanente du conseil régional en date du 22 septembre 2022 portant sur le programme d'investissements d'avenir PIA4 : convention régionale et conventions financières de partenariat ;

Vu la délibération n° CP 2023-327 de la commission permanente du conseil régional en date du 21 septembre 2023 approuvant le précédent avenant à la convention financière régionale « Projet Collaboratifs I-Démo Régionalisé France 2030 » ;

Vu la délibération n° CP 2024-340 de la commission permanente du conseil régional en date du 15 novembre 2024 approuvant l'avenant n°2 à la convention financière régionale « Projet Collaboratifs I-Démo Régionalisé France 2030 » ;

Vu la délibération n° CP 2025-275 de la commission permanente du conseil régional en date du 25 septembre 2025 approuvant le présent avenant à la convention financière régionale « Projet Collaboratifs I-Démo Régionalisé France 2030 ».

## **IL EST PRÉALABLEMENT EXPOSÉ CE QUI SUIT**

Le présent avenant s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du volet régionalisé du quatrième Programme d'Investissements d'Avenir « PIA 4 », désormais intégré au plan France 2030, qui prévoit une dotation de 1 Md€, dont 500 M€ apportés par l'État et 500 M€ par les Régions, en faveur du développement territorial des PME et des établissements de l'enseignement supérieur et de la recherche. Cette enveloppe, doublée par rapport au PIA 3 régionalisé, permet à chaque Région de choisir, dans le cadre d'un pilotage commun avec l'État, une déclinaison spécifique d'actions susceptibles d'être sectorisées en fonction de leurs priorités.

183 M€ seront mobilisés à parité conjointement par l'État et la Région Île-de-France entre 2021 et 2025.

La Convention régionale signée entre l'État, la Région Île-de-France, l'EPIC Bpifrance, Bpifrance et la Caisse des dépôts et consignations retient quatre axes d'intervention : « projets d'innovation », « projets collaboratifs de recherche et développement », « projet de filières » et « projets d'ingénierie et de formation professionnelle ». La Convention régionale confie notamment à Bpifrance et à la Caisse des dépôts et consignations la gestion des ressources mobilisées par les financeurs (État et Région) sur les actions conduites en Région Île-de-France.

La Région a indiqué qu'elle souhaitait mobiliser jusqu'à 91,5 M€ sur l'ensemble du périmètre du PIA 4 régionalisé sur la période 2021-2025, dont 14 M€ au titre de l'axe « projets collaboratifs I-Démo Régionalisé ».

Ce sont 28 M€ apportés en totalité par l'État, et la Région représentant un effort significatif.

La présente convention est destinée à définir les modalités de gestion des ressources régionales confiées à Bpifrance en Île-de-France sur l'action « Aides à l'innovation » Bottom-up ».

Ont déjà été mobilisés par la Région 4 000 000€, hors frais de gestion (100 000€ pour la prise en charge des frais de gestion), au titre de la convention initiale ; 4 000 000€, hors frais de gestion (100 000€ pour la prise en charge des frais de gestion), au titre de l'avenant n°1, et 2 000 000€, hors frais de gestion (50 000€ pour la prise en charge des frais de gestion), au titre de l'avenant n°2.

La présente convention est destinée à définir les modalités de gestion des ressources régionales confiées à Bpifrance en Ile-de-France sur l'action « Projets collaboratifs I-Démo-Régionalisé France 2030 ».

#### **EN CONSÉQUENCE DE QUOI IL EST CONVENU CE QUI SUIT :**

La Région a décidé de mobiliser 2 000 000 euros supplémentaires pour l'appel à projets « Projets collaboratifs I-Démo Régionalisé France 2030 », hors frais de gestion (50 000€ pour la prise en charge des frais de gestion), au regard de la demande croissante des entreprises.

Les dispositions de l'annexe technique n°3 à la convention financière régionale adoptée par délibération n° CP 2025-275 du 25 septembre 2025 sont donc modifiées selon l'annexe technique associée à cet avenant.

Les autres dispositions de la convention financière régionale « programme investissements d'avenir PIA 4 Projets Collaboratifs I-Démo Régionalisé » en Région Île-de-France signée le 3 janvier 2023 non modifiées par la présente restent inchangées.

Fait à \_\_\_\_\_, le ... /... /...

En 2 exemplaires originaux.

**La Présidente**  
**Région Île-de-France**

**Le Directeur Général Adjoint**  
**Bpifrance**

**Valérie PÉCRESSE**

**Arnaud CAUDOUX**



**Annexe technique n°3 :**  
**Dotation du Fonds Région pour 2025 - Axe Filières**  
**Action Projets collaboratifs I-Démo Régionalisé France 2030**

---

**Convention initiale** : pour 2022, la dotation de la Région est fixée à **4 100 000 €**, composée de :

- 4 000 000 euros d'intervention en subventions (100% du financement total) ;
- 100 000 euros de frais de gestion.

Fond IDF PIA 2022	Dotation du fonds
Volet SUB I-Démo PIA 4 IDF	4 000 000 €
Frais de gestion	100 000 €
<b>Total</b>	<b>4 100 000 €</b>

**Avenant n°1** : la dotation additionnelle de la Région est fixée à **4 100 000 € en 2023**, composée de :

- 4 000 000 euros d'intervention en subventions (100% du financement total) ;
- 100 000 euros de frais de gestion.

Fond IDF PIA 4 2023	Dotation du fonds
Volet SUB I-Démo PIA 4 IDF	4 000 000 €
Frais de gestion	100 000 €
<b>Total</b>	<b>4 100 000 €</b>

**Avenant n°2** : la dotation additionnelle de la Région est fixée à **2 050 000 € en 2024**, composée de :

- 2 000 000 euros d'intervention en subventions (100% du financement total) ;
- 50 000 euros de frais de gestion.

Fond IDF PIA 4 2024	Dotation du fonds
Volet SUB I-Démo PIA 4 IDF	2 000 000 €
Frais de gestion	50 000 €
<b>Total</b>	<b>2 050 000 €</b>

**Avenant n°3** : la dotation additionnelle de la Région est fixée à **2 050 000 € en 2025**, composée de :

- 2 000 000 euros d'intervention en subventions (100% du financement total) ;
- 50 000 euros de frais de gestion.

Fond IDF PIA 4 2025	Dotation du fonds
Volet SUB I-Démo PIA 4 IDF	2 000 000 €
Frais de gestion	50 000 €
<b>Total</b>	<b>2 050 000 €</b>

## **Annexe 2 - Fiches Pôles**

## **Fiche projet pôle ASTech :**

Commission permanente du 25 septembre 2025 - CP2025-275

### **DOSSIER N° 25003357 - Soutien au pôle ASTECH - Crédits Etat 2025**

**Dispositif :** Soutien aux structures de gouvernance des pôles de compétitivité (n° 00000304)

**Délibération Cadre :** CR69-10 du 18/11/2010

**Imputation budgétaire :** 936-67-65748-167004-400

Action : 16700402- Pôles de compétitivité

<b>Libellé base subventionnable</b>	<b>Montant base subventionnable</b>	<b>Taux d'intervention</b>	<b>Montant de subvention maximum</b>
Soutien aux structures de gouvernance des pôles de compétitivité	1 212 360,00 € HT	15,28 %	185 243,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		185 243,00 €

#### **PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : ASSOCIATION ASTECH PARIS REGION

Adresse administrative : 1 ALLEE DE BRUXELLES  
93350 LE BOURGET

Statut Juridique : Association

Représentant : Madame Marie-Christine OGHLY, Présidente

#### **PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles :** 1 janvier 2025 - 31 décembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Subvention annuelle de fonctionnement

#### **Description :**

Avec 224 adhérents, le pôle ASTech est chargé d'animer et de structurer les filières aéronautique, spatial et défense (ASD) en Île-de-France, filières stratégiques au sens de la politique régionale Impact 2028. ASTech est un acteur incontournable de l'innovation et un tiers de confiance soutenu par les grands groupes du domaine et le GIFAS (le syndicat des industriels du secteur aérospatial).

Le pôle ASTech est soutenu par la Région (198.000€ octroyés par décision de la CP de mars 2025) et le présent dossier concerne le volet étatique du soutien, avec une subvention de 185 243 euros.

ASTech était en effet candidat pour poursuivre sa mission dans le cadre de la phase 5 des pôles de compétitivité. Déclinant les axes du SRDEII, les objectifs stratégiques de cette phase pour le pôle sont :

- la décarbonation des filières aéronautique et spatiale ;
- la protection des entreprises ASD face aux menaces cyber ;
- le renforcement de l'accès des entreprises ASD aux financements européens ;
- la poursuite de l'accompagnement des projets d'innovation en lien étroit avec les stratégies des grands groupes et les innovations académiques ;
- la valorisation de l'attractivité et des atouts régionaux à l'échelle européenne et internationale.

Après instruction par l'Etat et la Région, le pôle ASTECH a obtenu en janvier 2025 sa re-labellisation jusqu'en 2026.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

**Détail du calcul de la subvention :**

Le pôle ASTech est soutenu par la Région (198.000 euros octroyés par décision de la CP de mars 2025) et le présent dossier concerne le volet étatique du soutien, avec une subvention de 185 243 euros.

**Localisation géographique :**

 REGION ILE DE FRANCE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.111723 RDI (ex SA.58995) adopté sur la base du règlement (UE) n 651/2014 publié au JOUE L187 du 26 juin 2014, modifié, relatif à : aides en faveur des pôles d'innovation (5.2.4)

**Annexe financière :**Plan de financement de la base subventionnable sur la période du **01/01/2025 au 31/12/2025**

DEPENSES	BP 2025 HT	en %
<b>Salaires et charges</b>	<b>661 200</b>	<b>55%</b>
<b>Achats de prestations</b>	<b>375 160</b>	<b>31%</b>
Etudes / Amorçage de projets		
Marketing / Offre / Prospection		
Animations Membres / Editions		
Services juridiques et comptables		
<b>Frais de fonctionnement (locaux, téléphone, équipement, frais)</b>	<b>176 000</b>	<b>15%</b>
Loyers et charges		
Télécom		
<b>TOTAL DEPENSES</b>	<b>1 212 360</b>	<b>100%</b>

RECETTES	Montant en €	en %
<b>Financements privés</b>		
Fondateurs		
Prestations	274 117	23%
Cotisations privées	280 000	23%
Financements complémentaires à trouver	200 000	16%
Sponsorship		
<b>Financements publics</b>		
Collectivités Territoriales	198 000	16%
Région Ile de France sur Crédits Etat	185 243	15%
AID	75 000	6%
<b>TOTAL RECETTES</b>	<b>1 212 360</b>	<b>100%</b>

DEPENSES ELIGIBLES PAR MISSIONS 2025		Montant en €			%		%
	Achat de prestations	Salaires et charges	TOTAL	Montant subvention Région IDF	% subvention Région IDF	Montant subvention Région IDF - crédits Etat reversés	% subvention Région IDF crédits Etat reversés
Mission A	29 000	113 500 €	142 500 €	0	0	142 500 €	11,76%
Mission B	346 000	723 860 €	1 069 860 €	198 000 €	18,50%	42 743 €	3,53%
Mission C	0	0	0	0	0	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>375 000 €</b>	<b>837 360 €</b>	<b>1 212 360 €</b>	<b>198 000 €</b>	<b>18,50%</b>	<b>185 243 €</b>	<b>15,29%</b>

**DOSSIER N° 25003264 - SOUTIEN MEDICEN 2025 bis (Crédits Etat)**

**Dispositif** : Soutien aux structures de gouvernance des pôles de compétitivité (n° 00000304)

**Délibération Cadre** : CR69-10 du 18/11/2010

**Imputation budgétaire** : 936-67-65748-167004-400

Action : 16700402- Pôles de compétitivité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux structures de gouvernance des pôles de compétitivité	458 672,00 € HT	63,75 %	292 422,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		292 422,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : MEDICEN PARIS REGION

Adresse administrative : 130 RUE DE LOURMEL  
75015 PARIS

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur Christian DELEUZE, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 1 janvier 2025 - 31 décembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Il s'agit d'une subvention annuelle de fonctionnement

**Description :**

Medicen est le pôle francilien dédié à l'innovation dans le domaine de la santé. Avec plus de 500 membres il rassemble un écosystème large composé de tous les acteurs de l'innovation : start-up, laboratoires de recherche, petites, moyennes et grandes entreprises, ETI, écoles, universités et investisseurs.

Le soutien de l'Etat à Medicen s'inscrit dans le cadre des objectifs de la phase 5 de la politique des pôles de compétitivité qui vise à :

- Faire émerger des écosystèmes plus forts, mieux interconnectés et en capacité de répondre aux défis tant nationaux que régionaux grâce à des rapprochements.
- Renforcer le développement de l'action des pôles au niveau européen, pour confirmer les succès de la phase 4 dans ce domaine et amplifier le rayonnement international de nos écosystèmes d'innovation en mobilisant les financements européens (programme Horizon Europe).
- Soutenir les PME et startups françaises dans leurs transformations et leur développement, en accompagnant des projets d'innovation et d'industrialisation technologiquement exigeants et structurants pour les filières industrielles, en cohérence avec les priorités nationales et régionales.

Les différentes actions ont été listées dans le rapport n° CP 2024-104 du 28 mars 2024. Elles sont présentées à travers les objectifs stratégiques d'impact 2028 (SRDEII):

- La souveraineté
- L'innovation
- L'attractivité et le rayonnement, notamment par des actions de promotion nationale et internationale.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

**Localisation géographique :**

 REGION ILE DE FRANCE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :  
SA.111723 RDI (ex SA.58995) adopté sur la base du règlement (UE) n 651/2014 publié au JOUE L187 du 26 juin 2014, modifié, relatif à : aides en faveur des pôles d'innovation (5.2.4)



Annexe 2 : annexe financière

Plan de financement de la base subventionnable

Période : 1er Janvier 2025 - 31 Décembre 2025

DEPENSES	BP 2025 HT	en %
<b>Salaires et charges</b>	<b>280 172</b>	<b>61%</b>
<b>Achats de prestations</b>	<b>58 500</b>	<b>13%</b>
Etudes / Amorçage de projets		
Marketing / Offre / Prospection		
Animations Membres / Editions		
Services juridiques et comptables		
<b>Frais de fonctionnement (locaux, téléphone, équipement, frais)</b>	<b>120 000</b>	<b>26%</b>
Loyers et charges		
Télécom		
<b>TOTAL DEPENSES</b>	<b>458 672</b>	<b>100%</b>

RECETTES	Montant en €	en %
<b>Financements privés</b>	<b>166 250</b>	<b>36%</b>
Fondateurs		
Cotisations privées		
Sponsorship		
<b>Financements publics</b>	<b>292 422</b>	<b>64%</b>
<b>Collectivités Territoriales</b>		
Région Ile de France sur		
Crédits Etat		
<b>TOTAL RECETTES</b>	<b>458 672</b>	<b>100%</b>

DEPENSES ELIGIBLES PAR MISSIONS 202		Montant en €			%		%
	Achat de prestations	Salaires et charges + frais de fonctionnement	TOTAL	Montant subvention Région IDF	% subvention Région IDF	Montant subvention Région IDF - crédits Etat reversés	% subvention Région IDF crédits Etat reversés
Mission A	25000	315972	340 972 €			246172	72%
Mission B	33500	84200	117 700 €			46250	39%
Mission C			0 €				
<b>TOTAL</b>	<b>58 500 €</b>	<b>400 172 €</b>	<b>458 672 €</b>		<b>0%</b>	<b>292 422 €</b>	<b>63,754%</b>

**DOSSIER N° 25003339 - SOUTIEN FINANCE INNOVATION 2025 bis ( Crédits Etat)**

**Dispositif** : Soutien aux structures de gouvernance des pôles de compétitivité (n° 00000304)

**Délibération Cadre** : CR69-10 du 18/11/2010

**Imputation budgétaire** : 936-67-65748-167004-400

Action : 16700402- Pôles de compétitivité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux structures de gouvernance des pôles de compétitivité	1 736 266,00 € HT	13,78 %	239 320,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		239 320,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : PARIS EUROPLACE

Adresse administrative : PL DE LA BOURSE  
75002 PARIS

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur Augustin de ROMANET, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 1 janvier 2025 - 31 décembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Il s'agit d'une subvention annuelle de fonctionnement.

**Description :**

Avec plus de 600 membres, le pôle de compétitivité Finance innovation est chargé d'animer et de structurer la filière des activités financières et particulièrement les fintechs en Ile-de-France, filière transversale au sens de la politique régionale Impact 2028. Finance innovation est un acteur incontournable de l'innovation et un tiers de confiance soutenu par les grands groupes du secteur financier.

Les objectifs de la phase précédente et de l'année 2024 définis dans la convention entre la Région et Finance innovation ont été globalement atteints. Le pôle a été un relai efficace des politiques régionales de soutien à l'industrie des activités financières malgré les contraintes budgétaires.

Le soutien de l'Etat à Finance innovation s'inscrit dans le cadre des objectifs de la phase 5 de la politique des pôles de compétitivité qui vise à :

- Faire émerger des écosystèmes plus forts, mieux interconnectés et en capacité de répondre aux défis

tant nationaux que régionaux grâce à des rapprochements.

- Renforcer le développement de l'action des pôles au niveau européen, pour confirmer le succès de la phase 4 dans ce domaine et amplifier le rayonnement international de nos écosystèmes d'innovation en mobilisant les financements européens (programme Horizon Europe).

- Soutenir les PME et startups françaises dans leurs transformations et leur développement, en accompagnant des projets d'innovation et d'industrialisation technologiquement exigeants et structurants en cohérence avec les priorités nationales et régionales .

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

**Localisation géographique :**

 REGION ILE DE FRANCE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :  
SA.111723 RDI (ex-SA.58995) adopté sur la base du règlement (UE) n 651/2014 publié au JOUE L187 du 26 juin 2014, modifié, relatif à : aides en faveur des pôles d'innovation (5.2.4)

**Annexe 2 : annexe financière**

**Plan de financement de la base subventionnable**

Période : 1er Janvier 2025 - 31 Décembre 2025

DEPENSES	BP 2025 HT	en %
<i>Salaire<span>s</span> et charges</i>	1 165 616	67%
<i>Achats de prestations</i>	381 611	22%
<i>Frais de fonctionnement (locaux, téléphone, équipement, frais)</i>	189 039	11%
<b>TOTAL DEPENSES</b>	<b>1 736 266</b>	<b>100%</b>
RECETTES	Montant en €	en %
<i>Financements privés</i>	1 481 946	85%
<i>Financements publics</i>	254 320	15%
<i>Collectivités Territoriales</i>	15 000	
Région Ile de France sur	239 320	
Crédits Etat		
<b>TOTAL RECETTES</b>	<b>1 736 266</b>	<b>100%</b>

DEPENSES ELIGIBLES PAR MISSIONS				Montant en €	%		%
	Achat de prestations	Salaire <span>s</span> et charges	TOTAL	Montant subvention Région IDF	% subvention Région IDF	Montant subvention Région IDF - crédits Etat reversés	% subvention Région IDF crédits Etat reversés
Mission A			0 €				
Mission B	570 650	1 165 616	1 736 266 €	15 000	0,9%	239 320	13,8%
Mission C			0 €				
<b>TOTAL</b>	<b>570 650 €</b>	<b>1 165 616 €</b>	<b>1 736 266 €</b>	<b>15 000 €</b>	<b>1%</b>	<b>239 320 €</b>	<b>14%</b>

Commission permanente du 25 septembre 2025 - CP2025-275

**DOSSIER N° 25003364 - Soutien au pôle Next Move 2025 - Crédits Etat**

**Dispositif** : Soutien aux structures de gouvernance des pôles de compétitivité (n° 00000304)

**Délibération Cadre** : CR69-10 du 18/11/2010

**Imputation budgétaire** : 936-67-65748-167004-400

                    Action : 16700402- Pôles de compétitivité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
------------------------------	------------------------------	---------------------	-------------------------------

Soutien aux structures de gouvernance des pôles de compétitivité	1 208 020,00 € HT	8,61 %	104 052,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		104 052,00 €

## PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MOV'EO  
 Adresse administrative : 50 RUE ETTORE BUGATTI  
 76800 ST ETIENNE DU ROUVRAY  
 Statut Juridique : Association  
 Représentant : Monsieur Philippe PREVEL, Président

## PRESENTATION DU PROJET

**Dates prévisionnelles** : 1 janvier 2025 - 31 décembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Le pôle a engagé des dépenses pour l'année 2025.

### Description :

Dédié à l'automobile et, plus largement, aux mobilités, NEXTMOVE couvre les régions Normandie et l'Île-de-France. L'Île-de-France est la deuxième région automobile française avec près de 15% des effectifs soit 53 000 salariés directs en 2023 (source PFA). L'Île de France est la première région en termes de R&D avec les centres de décisions des constructeurs et équipementiers, un écosystème fort de PME et start-ups, des établissements de recherche de dimension internationale, des collectivités en avance sur l'expérimentation des nouvelles mobilités.

En ce début de phase V des pôles de compétitivité, plusieurs réussites sont à souligner : 55 nouveaux membres nous ont rejoint, 48 projets ont été accompagnés, plus de 70 événements ont été organisés, 321 apprenants ont été formés, 9 missions à l'international ont été organisées, 66 PME ont bénéficié de nos services personnalisés, etc... NextMove a également lancé 2 initiatives fortes sur les sujets fédérateurs que sont l'économie circulaire et la qualité de l'air. Ces actions ont de l'impact pour l'écosystème de plus de 500 membres de NextMove : 30 M€ d'aides obtenues pour leurs projets, 730 emplois créés, 220 retombées presse et 29 nouvelles success stories.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

### Localisation géographique :

📍 REGION ILE DE FRANCE

**Contrat Particulier** : Hors CPRD

**CPER** : Hors CPER/Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.111723 RDI (ex SA.58995) adopté sur la base du règlement (UE) n 651/2014 publié au JOUE L187 du 26 juin 2014, modifié, relatif à : aides en faveur des pôles d'innovation (5.2.4)

**BUDGET PREVISIONNEL DU POLE NextMove**

Période : 1er janvier 2025 - 31 décembre 2025

DEPENSES			Prévisionnel 2025		%
Salaires et charges			786 664 €		51%
Contribution des membres et bénévoles*			200 000 €		15%
Achats de prestations			207 716 €		17%
Communication/promotion/supports			158 096 €		
Réflexion stratégique / expertise			29 620 €		
Animations Membres / Réunion			20 000 €		
Frais de fonctionnement (locaux, téléphone, équipement, frais)			213 640 €		18%
Frais divers de gestion			150 000 €		
Frais de déplacement			63 640 €		
TOTAL DEPENSES			1 408 020 €		100%
TOTAL ASSIETTE ELIGIBLE			1 208 020 €		
* Hors assiette éligible					
RECETTES					
Financements privés			674 265 €		51,60%
Cotisations privées			404 265 €		
Services			70 000 €		
Valorisation du temps passé par les experts et bénévoles*			200 000 €		
Financements publics			733 755 €		48,40%
Collectivités Territoriales					
Région Ile de France			180 000 €		
Etat et Région Normandie			553 755 €		
TOTAL RECETTES hors VTP			1 208 020 €		
DEPENSES ELIGIBLES PAR MISSIONS 2025					Montant en €
	Achat de prestations	Salaires et charges	TOTAL	Montant subvention Etat IDF	% subvention Etat IDF
Mission A	209 910 €	332 650 €	542 560 €	37 298 €	7%
Mission B	211 446 €	454 014 €	665 460 €	66 754 €	10%
Mission C	0 €	0 €		0 €	
TOTAL	421 356 €	786 664 €	1 208 020 €	104 052 €	9%

**DOSSIER N° 25003376 - Soutien 2025 à Cap Digital (crédits Etat)**

**Dispositif** : Soutien aux structures de gouvernance des pôles de compétitivité (n° 00000304)

**Délibération Cadre** : CR69-10 du 18/11/2010

**Imputation budgétaire** : 936-67-65748-167004-400

Action : 16700402- Pôles de compétitivité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux structures de gouvernance des pôles de compétitivité	2 425 000,00 € HT	20,96 %	508 246,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		508 246,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : CAP DIGITAL

Adresse administrative : 14 RUE ALEXANDRE PARODI  
75010 PARIS

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur CARLOS CUNHA, Directeur général

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 1 janvier 2025 - 31 décembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'action concerne toute l'année 2025.

**Description :**

Cap Digital est le pôle francilien de la transition numérique et écologique. Il rassemble un écosystème large composé de tous les acteurs de l'innovation : start-up, laboratoires de recherche, petites, moyennes et grandes entreprises, ETI, écoles, universités et investisseurs.

Le soutien à Cap Digital s'inscrit dans le cadre des objectifs de la phase 5 de la politique des pôles de compétitivité. Parmi les objectifs poursuivis :

- contribuer à la mise en oeuvre des politiques nationales d'innovation de l'Etat via leur participations aux instances nationales (CSF, AIF...)

Cap Digital contribue également à mettre en relation les territoires ainsi que les entreprises innovantes accélérant la transition écologique, tout en apportant à ces dernières leur expertise dans le montage de projet R&D.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :  
REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

ANNEXE FINANCIERE - DEMANDE DE FINANCEMENT 2025

DEPENSES	BP 2025 HT	en %	RECETTES	BP 2025 HT	en %
<b>Salaires et charges</b> dont mission A et B	<b>1 645 000</b> 1 645 000	68%	<b>Financements privés</b> cotisations prestations de services aux entreprises	<b>1 209 354</b> 920 000 289 354	50%
<b>Achats de prestations</b> dont mission A et B	<b>360 000</b> 360 000	15%	<b>Financements publics</b> Région Île de France crédits Etat régionalisés autres collectivités territoriales Fonds FEDER	<b>1 215 646</b> 542 400 508 246 165 000	50%
<b>Frais généraux</b> dont mission A et B	<b>420 000</b> 420 000	17%	<b>TOTAL RECETTES</b>	<b>2 425 000</b>	
<b>TOTAL DEPENSES</b> TOTAL ASSIETTE ELIGIBLE	<b>2 425 000</b> 2 425 000				

	Achat de prestations	salaires et charges + frais de fonctionnement	Montant sub Etat	%sub Etat	Montant sub région	%sub région	Montant sub collectivités territoriales	%sub collectivités territoriales	Montant autres sub-FEDER	%sub fonds structurels européens	Montant recettes privées	% recettes privées	TOTAL
Mission A	0	570 600	508 246	89%	48 986	9%					13 368	2%	570 600
Mission B	360 000	1 494 400	0		493 414	27%	165 000	9%	0	0%	1 195 986	64%	1 854 400
	0	0							0		0		0
TOTAL	360 000	2 065 000	508 246	21%	542 400	22%	165 000	7%	0	0%	1 209 354	50%	2 425 000



**DOSSIER N° 25003741 - GOUVERNANCE SYSTEMATIC 2025 - CREDITS ETAT**

**Dispositif** : Soutien aux structures de gouvernance des pôles de compétitivité (n° 00000304)

**Délibération Cadre** : CR69-10 du 18/11/2010

**Imputation budgétaire** : 936-67-65748-167004-400

Action : 16700402- Pôles de compétitivité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux structures de gouvernance des pôles de compétitivité	2 710 576,00 € HT	19,38 %	525 297,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		525 297,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : SYSTEMATIC PARIS REGION  
Adresse administrative : 2 BOULEVARD THOMAS GOBERT  
91120 PALAISEAU  
Statut Juridique : Association  
Représentant : Monsieur JEAN-LUC BEYLAT, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 1 janvier 2025 - 31 décembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Il s'agit d'une subvention annuelle de fonctionnement.

**Description :**

Soutien national à la gouvernance de Systematic Paris Region, pôle dédié aux deeptech en Région Ile-de-France

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

**Localisation géographique :**

 REGION ILE DE FRANCE

**Contrat Particulier** : Hors CPRD

**CPER** : Hors CPER/Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.111723 RDI (ex SA.58995) adopté sur la base du règlement (UE) n 651/2014 publié au JOUE L187 du 26 juin 2014, modifié, relatif à : aides en faveur des pôles d'innovation (5.2.4)

Annexe Financière SYSTEMATIC :

Période : 1er Janvier 2025 - 31 Décembre 2025

CONVENTION ETAT

DEPENSES		BP 2025 HT	en %
Salaires et charges		2 216 034 €	63,1%
Contribution des membres et bénévoles*		800 000 €	22,8%
Achats de prestations		330 486 €	9,4%
Frais de fonctionnement (locaux, téléphone, équipement, frais)		164 056 €	4,7%
TOTAL DEPENSES		3 510 576 €	100%
TOTAL ASSIETTE ELIGIBLE		2 710 576 €	77%
* Hors assiette éligible			
RECETTES		Montant en €	en %
Financements privés		1 103 079 €	31,4%
Contribution des membres et bénévoles*		800 000 €	22,8%
Financements publics		1 607 497 €	45,8%
Collectivités Territoriales			
	Région Ile-de-France	884 200 €	
	Conseil Départemental 77	5 000 €	
	CAPS - Paris-Saclay	50 000 €	
	CACP - Cergy Pontoise	7 500 €	
	Cœur d'Essonne Agglomération	23 000 €	
	Ville Antony	7 500 €	
Etat			
	CRIF - ETAT régionalisé	525 297 €	
	Etat - DGA	105 000 €	
TOTAL RECETTES		3 510 576 €	100%

DEPENSES ELIGIBLES PAR MISSIONS				Montant en €	Montant subvention Région IDF	% subvention Région IDF	Montant subvention Région IDF- crédits Etat reversés	%subvention Région IDF crédits Etat reversés	% Financements Publics
	Achat de prestations	Salaires et charges	TOTAL						
Mission de type A (Guide DGE)	38 599 €	467 236 €	505 835 €	505 835 €	100,00%	449 209 €	88,81%	100%	
Mission de type B (Guide DGE)	455 943 €	1 748 798 €	2 204 741 €	903 662 €	40,99%	76 088 €	3,45%	49,97%	
Mission de type C (Guide DGE)			0 €						
TOTAL	494 542 €	2 216 034 €	2 710 576 €	1 409 497 €	52,00%	525 297 €	19,38%	-	

## **Annexe 3 -Conv pôles**



**MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA SOUVERAINETÉ  
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

---

**CONVENTION DE SUBVENTION**

**ENTRE L'ÉTAT ET LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE**

**POUR FINANCER LE FONCTIONNEMENT DES POLES DE**

**COMPÉTITIVITÉ**

**EJ n°**

---

Entre

le Ministère de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, situé au 139 rue de Bercy 75572 Paris Cedex 12 et représenté par le Thomas COURBE, Directeur général des entreprises,

ci-après dénommé « Etat » ou « Direction générale des entreprises » ;

et

La Région Ile-de-France, dont le siège est situé au 2 rue Simone Veil 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, SIRET n° 237 500 079 00312 représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE dûment habilitée par la délibération n° 2024-104 en date du 28 mars 2024 de la commission permanente du Conseil régional,

ci-après dénommée « la Région » ;

Dans le présent document dénommé « Convention », ils seront dénommés ensemble « les Parties », et individuellement « la Partie ».

Vu le Traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne (TFUE) et notamment ses articles 107 et 108 ;

Vu le Règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité tel que modifié par les règlements (UE) de la Commission n° 2017/1084 du 14 juin 2017, n° 2020/972 du 2 juillet 2020, n° 2021/1237 du 23 juillet 2021 et n° 2023/1315 du 23 juin 2023 (RGEC) ;

Vu le règlement (UE) n°2023/2831 du 13 décembre 2023 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;

Vu le régime cadre exempté n° SA.111723 d'aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2024-2026.

Vu les lignes directrices de l'Union européenne concernant les aides d'État dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales à compter de 2023 (C(2022) 9120) ;

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances, modifiée par la loi organique n° 2005-779 du 12 Juillet 2005 ;

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n° 2025-127 du 14 février 2025 de finances pour 2025 ;

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 4211-1 ;

Il est convenu ce qui suit.

## Table des matières

<a href="#">Préambule</a>	4
<a href="#">Article 1 : définition</a>	6
<a href="#">Article 2 : objet</a>	6
<a href="#">Article 3 : délai de réalisation des actions</a>	6
<a href="#">Article 4 : durée de la Convention</a>	6
<a href="#">Article 5 : encadrement européen</a>	6
<a href="#">Article 6 : imputations budgétaires de la subvention</a>	7
<a href="#">Article 7 : montant de la subvention</a>	7
<a href="#">Article 8 : modalités de versement de la subvention</a>	7
<a href="#">Article 9 : obligation de la Région</a>	8
<a href="#">Article 10 : contrôle et évaluation</a>	8
<a href="#">Article 11 : communication</a>	8
<a href="#">Article 12 : protection des données personnelles</a>	9
<a href="#">Article 13 : lutte contre la fraude</a>	9
<a href="#">Article 14 : modification de la Convention</a>	10
<a href="#">Article 15 : reversement de la subvention</a>	10
<a href="#">Article 16 : résiliation</a>	10
<a href="#">Article 17 : règlement des litiges</a>	10
<a href="#">Article 18 : documents contractuels annexés</a>	11
<a href="#">Annexe 1 : Catégories des dépenses éligibles par catégorie de missions des pôles de compétitivité</a>	12
<a href="#">Annexe 2 : Tableau de synthèse des régimes d'aide par type de mission de pôle de compétitivité</a>	14
<a href="#">Annexe 3 : Modèle de compte-rendu budgétaire du pôle de compétitivité</a>	16
<a href="#">Annexe 4 : Modèle de compte-rendu annuel régional</a>	17
<a href="#">Annexe 5 : Budget prévisionnel 2025 du projet</a>	18

### Préambule

Les enjeux et objectifs de la politique des pôles de compétitivité sont fixés par l'Etat et les Régions. Ils s'inscrivent dans le cadre d'une politique économique fondée sur le renforcement de la compétitivité des entreprises par l'innovation. Les pôles de compétitivité ont démontré leur capacité à mettre en réseau les acteurs de l'innovation, à développer des relations partenariales entre le monde de l'entreprise et celui de la recherche à travers l'émergence de projets de recherche et développement (R&D) collaboratifs ayant des retombées économiques et technologiques directes sous forme de nouveaux produits, emplois, services et technologies, et des retombées indirectes sous forme de nouveaux produits, emplois, services et technologies, et des retombées indirectes en termes de structuration durable de filières et d'écosystèmes territoriaux.

La marque « pôle de compétitivité » est ainsi un label national, créé en 2004, délivré par l'Etat à des structures privées concentrant sur un territoire délimité (une ou plusieurs régions) des acteurs industriels, scientifiques et académiques sur une thématique donnée (automobile, agriculture, énergie, eau etc.). Ce label est octroyé sur la base d'un cahier des charges, dont l'objectif principal est l'émergence de projets de R&D collaboratifs.

Depuis 2004, les pôles de compétitivité ont démontré leur capacité à mettre en réseau les acteurs de l'innovation, à développer des relations partenariales entre le monde de l'entreprise et la recherche publique, à renforcer la capacité des PME à innover, et ainsi à soutenir leur croissance et leur compétitivité. Leurs actions et leurs compétences contribuent ainsi au développement économique du territoire dans lesquels ils sont implantés, aux politiques régionales d'innovation et à la structuration des filières nationales.

Dans le cadre de la phase V (2023 - 2026), l'Etat a souhaité réaffirmer la pertinence de leur modèle au sein du paysage de l'innovation et renforcer la dynamique dans la phase V en sélectionnant et en labellisant les pôles de compétitivité, via un appel à candidature dont les résultats ont été annoncés par le Ministre délégué en charge de l'Industrie le 27 mars 2023.

Le cahier des charges de l'appel à candidatures de la phase V fixe pour la période 2023-2026 les objectifs suivants :

- Faire émerger des écosystèmes plus forts, mieux interconnectés et en capacité de répondre aux défis tant nationaux que régionaux grâce à des rapprochements.
- Renforcer le développement de l'action des pôles de compétitivité au niveau européen, pour confirmer les succès de la phase qui s'achève dans ce domaine et amplifier le rayonnement international de nos écosystèmes d'innovation en mobilisant les financements européens (programme Horizon Europe).
- Soutenir les PME et startups françaises dans leurs transformations et leur développement, en accompagnant des projets d'innovation et d'industrialisation technologiquement exigeants et structurants pour les filières industrielles, en cohérence avec les priorités nationales et régionales.

Dans la continuité de la phase IV qui avait instauré une meilleure articulation des interventions respectives de l'Etat et des Régions en matière économique, et une régionalisation complète de la gouvernance et du financement de la politique des pôles de compétitivité, l'Etat continuera de verser annuellement à chaque Région la part correspondante des crédits de gouvernance de l'Etat, fixés conformément à la trajectoire prévue par le cahier des charges de la phase V. Le montant total de la subvention pour l'ensemble des Régions concernées est de neuf millions d'euros (9 M€) par an de 2023 à 2026, sous réserve de l'inscription des crédits en loi de finances, et avant mise en réserve.

La régionalisation de la gouvernance et du financement sera fluidifiée dans le cadre de la phase V des pôles de compétitivité. L'Etat concentrera son activité sur la délivrance du label (en garantissant notamment l'unicité et la qualité du label) et travaillera, en lien avec les Régions, avec les pôles de compétitivité via les contrats stratégiques de filières (CSF) sur la structuration des filières et l'accompagnement des entreprises aux dispositifs européens de financement ainsi qu'aux dispositifs nationaux d'innovation dans le cadre du plan France 2030.

Dans le cadre de la coordination Etat – Régions en matière de politique économique et industrielle, l'Etat travaillera, en étroite concertation avec les Régions, acteurs majeurs du développement économique bien que l'Etat n'intervienne plus dans la gouvernance des pôles de compétitivité au niveau local. A ce titre, l'Etat continuera de s'appuyer sur les écosystèmes territoriaux dans le cadre des politiques nationales d'innovation et de filières, au premier rang desquels le plan France 2030, et les Régions veilleront à la mobilisation des pôles de compétitivité dans le cadre de leur mise en œuvre sur les territoires.

## **Article 1 : définition**

Par « Convention », on entend la présente convention, y compris ses annexes.

Par « Pôle de compétitivité », on entend les structures labélisées dans le cadre de la phase V de la politique des pôles de compétitivité.

Par « Bénéficiaire final », on entend le Pôle de compétitivité qui recevra la subvention de l'Etat par l'intermédiaire de la Région à laquelle il est rattaché. Les Régions sont les bénéficiaires de la Convention, mais agissent en tant qu'intermédiaires transparent dès lors qu'elles répercutent sur les Bénéficiaires finals l'intégralité du financement public et tout avantage acquis à l'aide de ce financement.

## **Article 2 : objet**

La Convention a pour objet le versement par l'Etat des crédits pour l'année 2025 à la Région afin de financer le fonctionnement des Pôles de compétitivité exclusivement au titre de leurs missions de type A et B précisées dans l'Annexe 1.

La Région répartit ces crédits entre les Pôles de compétitivité par conventionnement, selon des modalités qui lui sont propres. Elle détermine librement les modalités d'attribution des crédits. Elle peut appliquer les critères de performance proposés dans le cadre de la phase V ou des critères propres.

## **Article 3 : délai de réalisation des actions**

Seules les dépenses engagées par les pôles de compétitivité pour réaliser les actions prévues par la Convention comprises entre le 1<sup>er</sup> janvier 2025 et le **31 décembre 2025** sont éligibles à la subvention.

## **Article 4 : durée de la Convention**

La Convention prend effet de la date de sa **signature par l'Etat** jusqu'au **31 décembre 2026**.

## **Article 5 : encadrement européen**

La Région distribue les crédits de l'Etat aux Pôles de compétitivité dans le respect des textes européens relatifs à la réglementation des aides d'Etat, notamment à l'aide de la classification des différentes missions des Pôles de compétitivité, présentée en annexe de la Convention (Annexe 2).

La Région conserve les informations relatives à l'aide attribuée dans le cadre de la Convention pendant dix (10) ans à compter de la date d'octroi de l'aide.

La Région s'engage à publier les informations pertinentes concernant chaque aide individuelle de plus de cent mille euros (100.000 €) (informations requises à l'annexe III du règlement (UE) n°651/2014 modifié) et de plus de dix mille euros (10.000 €) dans le secteur agricole primaire et dans le secteur de la pêche (informations requises aux annexes III des règlements (UE) n°702/2014 et n°1388/2014 respectivement) dans l'outil informatique de collecte et de publication de la Commission européenne (*Transparency Award Module*) dans les six (6) mois suivant la date d'octroi de l'aide

## **Article 6 : imputations budgétaires de la subvention**

Année d'imputation : 2025  
Centre de coût : ENTCIDE075  
Centre financier : 0134-CDGE-C001  
Domaine fonctionnel : 0134-23  
Compte budgétaire : 63  
Activités : 013421080102



Compte général (PCE) : 6531210000  
Groupe marchandises : 10-01-01

Après signature de la Convention par la Région, les numéros de convention et d'engagement juridique (numéro unique du contrat) seront complétés par l'Etat à l'emplacement prévu à cet effet en page 1.

### **Article 7 : montant de la subvention**

Le coût total prévu pour la réalisation des actions est de 1 854 580 €.

Le Ministère de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique s'engage à participer au financement d'une partie du projet. Cette participation sera de un million huit cents cinquante quatre mille cinq cent quatre-vingt euros soit 1 854 580 €.

L'annexe 5 de la Convention détaille le budget prévisionnel des missions soutenues.

### **Article 8 : modalités de versement de la subvention**

La subvention est versée en une fois à la signature de la Convention.

Le versement sera effectué en euros sur le compte ouvert au nom de la Région Île-de-France :

Titulaire du compte : DIRECTION REGIONALE  
Banque : BDF PARIS  
Code Banque : 30001  
Code Guichet : 00064  
N° de Compte : R7500000000  
Clé RIB : 86  
IBAN : FR46 3000 1000 64R7 5000 0000 086  
BIC : BDFEFRPPCCT

L'ordonnateur de la dépense est la Direction générale des entreprises. Le comptable assignataire de la dépense est le Contrôleur budgétaire et comptable ministériel auprès du Ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique.

### **Article 9 : obligation de la Région**

La Région s'engage à :

- Mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de l'action prévue ;
- Utiliser les crédits que lui verse l'Etat aux seules fins de financer le fonctionnement des Pôles de compétitivité, uniquement en fonction des deux types de missions – A et B – pouvant prétendre à un financement de l'Etat telles que détaillées en annexes (Annexes 1 et 2) ;
- Établir, dans un délai maximum de 1 mois à compter de la Convention, un conventionnement avec les Pôles de compétitivité financés dans un calendrier assurant un engagement et un versement des crédits. Ce conventionnement précisera le montant de la part Etat dans le financement de chaque pôle ;
- Informer l'Etat sur l'utilisation et la répartition des crédits de l'Etat dédié au financement des Pôles de compétitivité, conformément à l'annexe 4 de la Convention avant le 31 octobre 2026 ;
- Exiger des Pôles de compétitivité qu'ils complètent annuellement l'annexe 3 de la Convention, qui devra être fournie à la première demande de l'Etat ou d'une Collectivité territoriale en cas de contrôle ou d'audit.

Dans la mesure où la performance des Pôles de compétitivité sera un élément déterminant d'une nouvelle labellisation, la Région veillera à ce que les actions des Pôles de compétitivité financés soient évaluées.

## **Article 10 : contrôle et évaluation**

L'Etat se réserve le droit de procéder à un contrôle sur pièces et sur place portant sur les éléments administratifs et financiers de la Convention. La Région en est informée au moins deux (2) mois à l'avance. La Région présente l'ensemble des pièces nécessaires lors de ce contrôle.

La Région conserve les informations relatives à l'aide attribuée dans le cadre de la Convention pendant dix (10) ans à compter de la date d'octroi de l'aide.

## **Article 11 : communication**

Sauf demande contraire de l'Etat, toute communication de la Région faisant référence aux actions de la Convention doit mentionner que le travail a été réalisé avec le soutien du Ministère de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, Direction générale des entreprises. Cette mention doit être faite, que la communication soit orale (conférence, séminaire, etc.) ou écrite. Pour les communications écrites, leurs logos respectifs, dans le respect de la charte graphique, seront apposés dans les documents.

## **Article 12 : protection des données personnelles**

Dans le cadre de la Convention, la Région Île-de-France est responsable de l'ensemble des traitements des données réalisés dans le cadre du projet/programme. La Direction générale des entreprises n'est ni responsable de traitement, ni sous-traitante au regard du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (dit « RGPD »).

La Région Île-de-France se conformera à la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier le RGPD, ainsi qu'à toutes les règles complémentaires applicables aux données personnelles en France. La Région Île-de-France s'engage également à respecter toute évolution de la législation ou de la réglementation française ou européenne dans ce domaine. La Région Île-de-France mettra en place toutes les procédures nécessaires pour assurer la confidentialité et la sécurité de l'ensemble des données et fichiers issus de la Convention.

## **Article 13 : lutte contre la fraude**

Les Parties s'engagent à respecter l'ensemble des réglementations anti-corruption, des réglementations de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme et des réglementations relatives aux sanctions.

Pour les besoins du présent article, les termes « réglementations anti-corruption », « réglementations relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme » et « réglementations sanctions » seront définis comme suit :

- Réglementations anti-corruption signifie l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre la corruption et le trafic d'influence, notamment celles contenues au Livre IV, Titre III "Des atteintes à l'autorité de l'Etat" et Titre IV "Des atteintes à la confiance publique" du Code pénal, ainsi que dans la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique.
- Réglementations relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme signifie l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent, notamment celles contenues au Livre III, titre II « Des autres atteintes aux biens » du Code pénal, et relatives à la lutte contre le financement du terrorisme, au Livre IV, Titre II « Du Terrorisme » du Code pénal ainsi qu'au Livre V, Titre VI « Obligations relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux, le financement des activités terroristes, les loteries, jeux et paris prohibés et l'évasion et la fraude fiscale » du Code monétaire et financier.
- Réglementations sanctions signifie les mesures restrictives adoptées, administrées, imposées ou mises en œuvre par le Conseil de Sécurité des Nations Unies et/ou l'Union Européenne (UE) et/ou la République Française au travers de la Direction Générale du Trésor (DGT).

Les Parties et, à leurs connaissances, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants et salariés respectifs (i) ne sont actuellement pas visés par les, ou soumis aux, réglementations sanctions et/ou (ii) ne sont pas engagés dans des activités qui seraient interdites par les réglementations sanctions.

#### **Article 14 : modification de la Convention**

Toute modification de la Convention fait l'objet d'un avenant entre les Parties.

Par exception, les modifications qui affectent le déroulement indicatif du programme d'actions sans altérer ni l'objet de la Convention, ni le délai global de réalisation et n'ayant pas d'incidence sur l'application des régimes d'aides européens, ne nécessitent pas la conclusion d'un avenant.

La DGE confirmera par écrit au cas par cas la nécessité ou non de conclure un avenant.

#### **Article 15 : reversement de la subvention**

L'Etat peut exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées en cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle des conditions d'exécution de la Convention par la Région.

Les sommes non utilisées ou utilisées à des fins autres que celles faisant l'objet de la Convention (la Région s'interdisant de réserver tout ou partie de la subvention à d'autres associations, sociétés, collectivités privées ou œuvres) seront immédiatement exigibles.

Si la Convention est résiliée, la Région reverse à l'Etat les sommes non utilisées ou utilisées à des fins autres que celles faisant l'objet de la Convention.

#### **Article 16 : résiliation**

En cas de non-respect par la Région des engagements inscrits dans la Convention, l'Etat enverra une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles. Si ces obligations ne sont toujours pas remplies dans les trois (3) mois suivant réception de la lettre, la Convention sera résiliée de plein droit.

La résiliation emporte l'émission d'un ordre de recouvrer par la Direction Générale des entreprises à l'encontre de la Région des crédits non engagés ou utilisés de façon non conforme à leur destination, conformément à la réglementation en vigueur, pour reversement au budget général de l'Etat.

#### **Article 17 : règlement des litiges**

Les Parties s'efforceront de régler amiablement toute contestation relative à la validité, l'interprétation et/ou l'exécution de la Convention.

Dans le cas où aucun accord n'aurait été trouvé, le différend pourra être soumis au Tribunal administratif de Paris.

#### **Article 18 : documents contractuels annexés**

Les pièces contractuelles annexées à la Convention sont :

- Annexe 1 : liste des catégories de dépenses éligibles
- Annexe 2 : tableau des régimes d'aides par type de mission
- Annexe 3 : modèle de compte -rendu budgétaire d'un pôle de compétitivité
- Annexe 4 : modèle de compte-rendu annuel régional
- Annexe 5 : budget prévisionnel 2025 des missions subventionnées

Fait en deux (2) exemplaires originaux.

A

A Paris,

Le        /        / 2025

Le        /        / 2025

Pour la Région  
La Présidente  
Valérie PECRESSE

Pour l'Etat  
Le Directeur général des entreprises Thomas  
COURBE

## Annexe 1 : Catégories des dépenses éligibles par catégorie de missions des pôles de compétitivité

Les dépenses admissibles, pouvant faire l'objet d'un financement dans le cadre de la Convention, sont les frais de personnel et les frais administratifs (frais généraux compris) liés aux activités suivantes :

- **Missions de catégorie A**, qui relèvent de l'exercice de l'autorité publique et qui sont exercées par le Pôle de compétitivité :
- L'élaboration, l'actualisation et le suivi de la stratégie du Pôle de compétitivité ;
  - La labellisation des projets collaboratifs de R&D et les travaux préparatoires associés ;
  - Les activités de collecte de données (reporting) à utiliser à des fins publiques sur la base d'une obligation légale pour les entreprises concernées et le suivi des résultats des projets de R&D qu'elle nécessite ;
  - Les missions de nature institutionnelle sur la sollicitation expresse de l'État ou des collectivités territoriales, pour participer à des groupes de travail ou à des réunions afin d'apporter son expertise sur le domaine thématique, d'aider à la définition de politiques publiques

Le financement pour la mise en œuvre de ces missions n'apporte aucun avantage économique aux Pôles de compétitivité et aux entreprises membres des Pôles de compétitivité et, sous réserve de respecter l'ensemble des conditions prévues par les textes applicables visés dans la Convention et notamment la Communication de la Commission relative à la notion d'aide d'Etat visée à l'article 107, § 1 du TFUE et la jurisprudence européenne associée, échappent à l'application des règles en matière d'aides d'Etat.

- **Missions de catégorie B**, exercées au profit de l'ensemble des membres du Pôle de compétitivité et relevant du fonctionnement d'un pôle d'innovation au sens du RGEC<sup>1</sup> :
- Les actions collectives relevant de l'« usine à projets », exercées par le pôle pour stimuler l'innovation, favoriser la recherche et le développement collaboratif entre les entreprises (notamment les PME) et les laboratoires et aider la valorisation des résultats des projets de R&D ;
  - L'animation de la communauté des membres du pôle de compétitivité ;
  - L'animation du réseau des pôles de compétitivité (interclustering) ;
  - De manière générale, les actions touchant l'ensemble des entreprises (adhérentes au pôle<sup>2</sup>) de manière similaire.

Les **missions dites de « catégorie C »** ne sont pas financées par la Convention. Ces missions consistent en des actions individualisées au profit d'un ou de plusieurs destinataires ciblés.

Les **missions dites de « catégorie D »** qui consistent en des prestations commerciales ne relevant pas n'ont pas vocation à être aidées par les pouvoirs publics.

Les **missions dites de « catégorie E »** concernent les financements accordés par l'UE.

---

<sup>1</sup> Au sens du RGEC (point 92 article 2), un pôle d'innovation est « une structure ou un groupe organisé de parties indépendantes (jeunes pousses innovantes, petites, moyennes ou grandes entreprises, organismes de recherche et de diffusion des connaissances, infrastructures de recherche, infrastructures d'essai et d'expérimentation, pôles d'innovation numérique, organismes sans but lucratif et autres acteurs économiques apparentés) destinés à stimuler l'activité d'innovation et de nouvelles voies de collaboration, comme des moyens numériques, en partageant des équipements ou des connaissances et du savoir-faire et/ou en promouvant un tel partage, ainsi qu'en contribuant de manière effective au transfert de connaissances, à la mise en réseau, à la diffusion de l'information et à la collaboration entre les entreprises et les organismes qui constituent le pôle. Les pôles d'innovation numérique [y compris les pôles européens d'innovation numérique financés au titre du programme pour une Europe numérique géré au niveau central et institué par le règlement (UE) 2021/694 du Parlement européen et du Conseil] sont des entités dont l'objectif est de stimuler l'adoption à grande échelle des technologies numériques telles que l'intelligence artificielle, le cloud, le traitement des données à la périphérie et le calcul à haute performance et la cybersécurité par l'industrie (en particulier les PME) et les organisations du secteur public. Les pôles d'innovation numérique peuvent être considérés en tant que tels comme des pôles d'innovation aux fins du présent régime. » (définition du pôle d'innovation figurant également en annexe 1 du régime cadre exempté de notification n° SA.111723 relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) période 2024-2026.)

<sup>2</sup> Selon les dispositions de l'article 27.3 du RGEC, reprises dans le régime SA n°111723 (pôles d'innovation), « L'accès aux locaux, aux installations et aux activités de pôle est ouvert à plusieurs utilisateurs et est accordé sur une base transparente et non discriminatoire. ».

## Annexe 2 : Tableau de synthèse des régimes d'aide par type de mission de pôle de compétitivité<sup>3</sup>

Types de mission	Références à utiliser
<b>A : missions relevant de l'exercice de l'autorité publique, exercées par le Pôle de compétitivité à savoir :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>■ L'élaboration, l'actualisation et le suivi de la stratégie du Pôle de compétitivité ;</li> <li>■ La labellisation des projets collaboratifs de R&amp;D ;</li> <li>■ Les activités de collecte de données (reporting) à utiliser à des fins publiques sur la base d'une obligation légale pour les entreprises concernées et le suivi des résultats des projets de R&amp;D qu'elle nécessite ;</li> <li>■ Les missions de nature institutionnelle sur la sollicitation expresse de l'État ou des collectivités territoriales, pour participer à des groupes de travail ou à des réunions afin d'apporter son expertise sur le domaine thématique, d'aider à la définition de politiques publiques</li> </ul>	<p>Pas d'aide d'Etat</p>
<b>B : missions exercées au bénéfice de l'ensemble des membres du Pôle de compétitivité</b>	<p><i>Se référer également à la note méthodologique relative au financement des actions collectives et/ou des actions individualisées en faveur d'entreprises<sup>4</sup>.</i></p> <p><b>Régime exempté SA.111723 relatif aux aides à la RDI</b></p> <p>Le cas échéant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>■ Régime exempté SA.111728 relatif aux aides en faveur des PME</li> <li>■ Régime exempté SA.111722 relatif aux aides à la formation</li> </ul>
<b>C : missions conduites en faveur d'un ou plusieurs destinataires ciblés et qui ne sont pas proposées à l'intégralité des adhérents au Pôle de compétitivité</b>	<p><i>Se référer également à la note méthodologique relative au financement des actions collectives et/ou des actions individualisées en faveur d'entreprises<sup>5</sup>.</i></p> <p><b>Régime exempté SA 111723 relatif aux aides à la RDI,</b></p> <p><b>Régime exempté SA.111728 relatif aux aides en faveur des PME</b></p> <p><b>Régime exempté SA.111722 relatif aux aides à la formation.</b></p> <p><b>Règlement UE n°2023/2831 du 13 décembre 2023 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le</b></p>

<sup>3</sup> A titre indicatif

<sup>4</sup> Note méthodologique du 19 juillet 2016 relative au financement des actions collectives et/ou des actions individualisées en faveur d'entreprises.

<sup>5</sup> Ibid.

	<b>fonctionnement de l'UE aux aides <i>de minimis</i></b>
<b>D : prestations commerciales n'ayant pas vocation à être subventionnées</b>	Aucune aide publique
<b>E : actions financées par l'UE</b>	<p>Pas de notion d'aide d'Etat pour les <b>projets soutenus directement par des programmes de l'UE de type Cosme, Horizon Europe, Interreg...</b></p> <p><b>Fonds structurels</b> : <i>cf.</i> missions A, B ou C</p>

### Annexe 3 : Modèle de compte-rendu budgétaire du pôle de compétitivité

#### POLE DE COMPETITIVITE XXXX

en €	2023		2024		2025		2026	
	Conventionné	Exécuté	Conventionné	Exécuté	Conventionné	Exécuté	Conventionné	Exécuté
<b>Dépenses :</b>								
<b>Budget pôle</b>	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
<i>Répartition par type de dépenses</i>								
<i>dont : Frais de personnel</i>								
<i>dont : Autres dépenses</i>								
<i>Répartition par type de mission</i>								
<i>dont : Missions A</i>								
<i>dont : Missions B</i>								
<i>dont : Missions C</i>								
<i>dont : Missions D</i>								
<i>dont : Missions E</i>								
<b>Recettes :</b>								
<b>Financement privé</b>	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
<i>dont : Cotisations</i>								
<i>dont : Valorisation contribution en nature d'origine privée</i>								
<i>dont : Prestations</i>								
<i>dont : Autres ressources privées</i>								
<b>Financement public</b>	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
<i>Etat – via Région 1</i>								
<i>Etat – via Région 2</i>								
<i>CR 1</i>								
<i>CR 2</i>								
<i>CR</i>								
<i>CR</i>								
<i>Fonds structurels</i>								
<i>Valorisation contribution en nature d'origine publique</i>								
<i>Autres financeurs publics</i>								
<i>Programmes européens (Horizon Europe, Cosme, Interreg, etc.)</i>								
<i>Dépenses</i>								
<i>Recettes</i>								



## Annexe 4 : Modèle de compte-rendu annuel régional

	Montants conventionnés	Montants soldés								
Pôles de compétitivité	Total	Mission A : Intérêt général				Mission B : RDI				Total****
		Assiette éligible	Aide part Etat*	Aide part Région**	Taux d'aide***	Assiette éligible	Aide part Etat*	Aide part Région**	Taux d'aide***	
Nom du pôle 1										
Nom du pôle 2										
...										
<b>TOTAL</b>	<b>0 €</b>	0 €	<b>0 €</b>	0 €	0 %	0 €	<b>0 €</b>	0 €	0 %	<b>0 €</b>

\*La part Etat correspond à la fraction de la somme faisant l'objet de la Convention entre l'Etat et la Région qui a été attribuée au Pôle de compétitivité concerné.

\*\*La part Région correspond aux seuls financements accordés par la Région, Partie de la Convention, à l'exclusion de toutes les autres Régions ayant pu participer au financement du pôle de compétitivité concerné.

\*\*\* Ce taux d'aide est calculé en prenant en compte l'assiette éligible et l'ensemble des financements publics mobilisés sur la dépense (financements par l'Etat, la ou les Région(s) soutenant le pôle, financements issus d'autres collectivités territoriales, etc.)

\*\*\*\*Le total correspond à la somme des deux colonnes « Aide part Etat », c'est-à-dire à l'ensemble des montants attribués au Pôle de compétitivité pour son fonctionnement au titre des crédits faisant l'objet de la Convention.

## Annexe 5 : Budget prévisionnel 2025 du projet

Montants prévisionnels 2025									
Pôles de compétitivité	Mission A : Intérêt général				Mission B : RDI				Total****
	Assiette éligible	Aide part Etat*	Aide part Région**	Taux d'aide***	Assiette éligible	Aide part Etat*	Aide part Région**	Taux d'aide***	
Nom du pôle 1									
Nom du pôle 2									
...									
<b>TOTAL</b>	0 €	0 €	0 €	0 %	0 €	0 €	0 €	0 %	0 €

\*La part Etat correspond à la fraction de la somme faisant l'objet de la Convention entre l'Etat et la Région qu'il est prévu d'attribuer au Pôle de compétitivité concerné.

\*\*La part Région correspond aux seuls financements prévus par la Région, Partie de la Convention, à l'exclusion de toutes les autres Régions ayant pu participer au financement du pôle de compétitivité concerné.

\*\*\* Ce taux d'aide est calculé en prenant en compte l'assiette éligible et l'ensemble des financements publics prévus sur la dépense (financements par l'Etat, la ou les Région(s) soutenant le pôle, financements issus d'autres collectivités territoriales, etc.)

\*\*\*\*Le total correspond à la somme des deux colonnes « Aide part Etat », c'est-à-dire à l'ensemble des montants prévus au Pôle de compétitivité pour son fonctionnement au titre des crédits faisant l'objet de la Convention

## **Annexe 4 - Fiche projet SI**

**DOSSIER N° 25003711 - SOUTIEN 2025 - FONDATION SOLAR IMPULSE**

**Dispositif** : Soutien aux programmes de développement des filières prioritaires (n° 00000322)

**Délibération Cadre** : CR63-07 modifiée du 27/09/2007

**Imputation budgétaire** : 936-632-65748-163005-400

Action : 16300506- Soutien à l'industrie, au commerce et à l'artisanat

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux programmes de développement des filières prioritaires	510 000,00 € TTC	50,00 %	255 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		255 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : FONDATION SOLAR IMPULSE  
Adresse administrative : CHEMIN DE MONTOLIVET 19  
1006 LAUSANNE  
Statut Juridique : Fondation  
Représentant : Monsieur BERTRAND PICCARD, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 1 janvier 2025 - 31 décembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'action concerne toute l'année 2025.

**Description :**

La Fondation Solar Impulse a pour objectif d'effectuer un travail d'identification, de mise en réseau et de labellisation des entreprises innovantes et de promotion de solutions technologiques novatrices et bénéfiques pour l'environnement. Les principales orientations de l'action de la Fondation Solar Impulse sont les suivantes :

- Faire connaître et promouvoir les solutions environnementalement bénéfiques et économiquement rentables notamment franciliennes ;
  - Mettre ces solutions au service du territoire régional de L'Île-de-France ;
  - Favoriser la transformation écologique, le développement de systèmes à faible empreinte carbone et promouvoir une économie efficiente et peu consommatrice de matières premières ;
- Soutenir les entreprises pour accéder à de nouvelles opportunités de marchés ;
- Promouvoir Le territoire Île-de-France comme un lieu d'expérimentation et d'innovation écologique ;
  - Attirer en Île-de-France des entreprises internationales qui ont un impact positif pour l'environnement ;
  - Faciliter l'implantation d'entreprises innovantes qui intègrent l'environnement dès l'amont de leurs process, créent des boucles locales, éco conçoivent leurs produits et mettent en place des solutions pour réduire au maximum les impacts de leurs activités dont la distribution et la logistique.

La convention initie des axes de collaboration, définis en premier lieu, qui pourront faire l'objet d'évolutions ultérieures dans le cadre du développement du projet global environnemental porté par la Fondation :

1. Recherche par la Fondation de solutions adaptées aux besoins des acteurs du territoire de l'Île-de-France ;

En mai 2025, la Fondation Solar Impulse a co-organisé pour la quatrième fois les Business Meetings de la Transition Verte. En collaboration avec la Région Ile-de-France, Cap Digital, Construire au Futur Habiter le Futur, ainsi que d'autres membres de l'écosystème cleantech francilien, cette édition visait une nouvelle fois à mettre en relation des solutions cleantech locales avec des utilisateurs potentiels, qu'ils soient privés ou publics.

2. Valorisation par la Fondation de solutions identifiées pour le territoire régional ;

La Fondation Solar Impulse valorise les solutions locales labellisées auprès d'entités clés pour une adoption ultérieure. En 2025, ces collaborations ont été renforcées par des engagements avec diverses entités telles que Cap Digital, Station F, Microsoft Environmental Accelerator, Cleantech Open France, French Tech, Impulse Partners, l'ADEME, le Pexe, Choose Paris Region, WILCO, Paris&Co, ainsi que lors d'événements phares tels que Vivatech ou ChangeNOW.

En 2025, 11 solutions franciliennes supplémentaires ont été labellisées, portant le total des solutions franciliennes à 229. 56 nouveaux membres franciliens ont rejoint le réseau World Alliance for Efficient Solutions depuis le 1er Janvier 2025.

L'indicateur de suivi est le nombre d'entreprises labellisées ou en cours de labellisation.

3. Expérimentation sur le territoire régional de l'Île-de-France de solutions labellisées par la Fondation Solar Impulse répondant aux besoins du territoire ;

Dans le cadre de sa mission de promotion et de valorisation des solutions franciliennes, la Fondation Solar Impulse, en collaboration avec quelques autres partenaires, est partenaire d'une initiative visant à concrétiser cet objectif : Innov'Up Expérimentation Transition Écologique des Territoires. Ce programme est conçu pour soutenir l'expérimentation de solutions innovantes à fort impact écologique sur le territoire régional. Il offre un cadre propice à l'expérimentation en conditions réelles, permettant aux entreprises de tester leurs innovations sur le terrain avec le soutien logistique et financier des partenaires du programme.

Au travers d'Innov'Up Expé Transition Écologique des Territoires, la Fondation Solar Impulse facilite la mise en relation entre les porteurs de solutions labellisées et des adopteurs potentiels, tels que les collectivités locales, les entreprises et les institutions publiques, sur le territoire régional. Ce programme contribue non seulement à accélérer l'adoption de solutions écologiques, mais aussi à stimuler l'innovation locale en favorisant les synergies entre les différents acteurs de l'écosystème.

Le suivi de cette initiative se mesure par le nombre de relations établies et le nombre de dossiers déposés.

4. Mobilisation d'experts du territoire Île-de-France ;

Comme c'était le cas ces trois dernières années, la Fondation Solar Impulse recrute et mobilise activement des experts de la Région Île de France pour soutenir l'évaluation globale des solutions à intégrer dans notre base de données.

61 experts franciliens donnent de leur temps volontairement pour assurer un procédé de labellisation de Solutions qualitatif et effectif.

L'indicateur de suivi est le nombre d'experts.

5. Communication autour des acteurs du territoire et retours d'expérience avec les différentes parties prenantes ou publics cibles.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

**Localisation géographique :**

 REGION ILE DE FRANCE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges de personnel	433 500,00	85,00%
Frais de fonctionnement	76 500,00	15,00%
Total	510 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	255 000,00	50,00%
Ressources propres	255 000,00	50,00%
Total	510 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.111723 RDI (ex SA.58995) adopté sur la base du règlement (UE) n 651/2014 publié au JOUE L187 du 26 juin 2014, modifié, relatif à : aides en faveur des pôles d'innovation (5.2.4)

## **Annexe 5 - Conv SI**

# CONVENTION N° 25003711

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,  
En vertu de la délibération N° CP 2025-275 du 25 septembre 2025,  
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : **Fondation Solar Impulse**  
dont le statut juridique est : Fondation d'utilité publique  
N° SIRET : CHE-111.703.388  
dont le siège social est situé au : 19 Chemin de Montolivet, 1006 Lausanne  
ayant pour représentant Monsieur Bertrand Piccard, Président  
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

## **PREAMBULE :**

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « soutien aux programmes de développement des filières prioritaires » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n°CR 63-07 du 27 septembre 2007.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR2022-078 du 12 décembre 2022, et des conditions suivantes.

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides SA 111723 relatif aux aides à la RDI (aide en faveur des pôles d'innovation).

## **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

Par délibération N° CP 2025-275 du 25 septembre 2025, la Région Île-de-France a décidé de soutenir la Fondation Solar Impulse pour la réalisation de l'opération suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe à la présente convention : Soutien 2025 – Fondation Solar Impulse (référence dossier n° 25003711).

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 50% de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 510 000 €, soit un montant maximum de subvention de 255 000 €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe à la présente convention.

## **ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE**

### **ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE**

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est précisé dans l'annexe à la présente convention.

### **ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'ETHIQUE**

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion, favoritisme et



détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

#### ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

#### ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA PUBLICATION D'OFFRE DE STAGE(S) OU D'ALTERNANCE(S)

Le bénéficiaire s'engage à publier 2 offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail en alternance (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) d'une période minimale de deux mois sur la plateforme <https://stages.iledefrance.fr>, selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

#### ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informar la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informar la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informar la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée par ses services, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

#### ARTICLE 2.6 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France auprès des usagers finaux et du grand-public, le bénéficiaire s'engage à mentionner, dès la notification de l'attribution de la subvention, la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention. La mise en œuvre de ces obligations en matière de communication doit se faire dans le respect de la « *Charte de visibilité régionale* » disponible sur [www.iledefrance.fr/logo-et-chartes-IDF](http://www.iledefrance.fr/logo-et-chartes-IDF) dont les principes sont :

##### *Mention du soutien de la Région Île-de-France et apposition du logo régional :*

L'information relative à ce soutien prend notamment la forme de la mention « Action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo sur l'ensemble des supports d'information et de communication qu'ils soient imprimés, digitaux et audiovisuels. L'usage du logo, sa taille et son

positionnement doivent se faire conformément à la charte graphique et à la charte de visibilité régionale. L'ensemble des supports réalisés doit être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

#### Relations presse / relations publiques :

Pour toute opération de relations presse, relations publiques ou action de médiatisation, le bénéficiaire s'engage à informer les services de la Région Île-de-France des dates prévisionnelles de ces actions et à faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse qui y sont associés.

#### Visibilité provisoire et pérenne :

Qu'il s'agisse d'une subvention en investissement ou en fonctionnement, une signalétique provisoire et/ou pérenne doit être prévue par le bénéficiaire, conformément aux applications, aux formats et aux délais indiqués dans la charte de visibilité régionale (panneaux, stickers, autocollant sur le matériel acquis...).

#### Justificatifs de visibilité :

Le bénéficiaire s'engage à fournir des justificatifs du bon respect de ses obligations de communication à l'occasion en particulier de la demande de versement d'acompte ou du solde de la subvention : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers et pérennes, de la signalétique événementielle, copie d'écran des sites web et réseaux sociaux... Les services de la Région peuvent procéder à des contrôles.

#### Organisation d'un temps protocolaire :

Tout événement public de valorisation du projet subventionné (pose de première pierre, inauguration, annonces de manifestations culturelles, sportives...) doit être préalablement défini avec la Région Île-de-France. Le bénéficiaire s'engage notamment à informer bien en amont les services de la Région de la date retenue, à soumettre pour validation tous les supports s'y rapportant (invitation, save the date, plaque inaugurale, signalétique...) et à respecter les usages et préséances protocolaires.

#### Coopération aux actions de communication décidées par la Région en lien avec l'objet de la convention :

Selon la nature du projet, de l'événement et du montant attribué, la Région Île-de-France se réserve le droit de mettre en place une communication spécifique en lien avec le bénéficiaire (autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux, banderoles ou signalétique spécifique...) visant à assurer la visibilité régionale. Dans ce cadre, le bénéficiaire autorise, à titre gracieux, la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données...) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

### **ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES**

#### ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'adoption de la délibération d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une première demande de paiement conforme aux pièces attendues pour chaque type de versement (versement unique, acompte ou avance), ladite subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision du Président, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

#### ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.

Chaque demande de versement de subvention doit être remplie et signée par le représentant légal du bénéficiaire de la subvention qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

#### ARTICLE 3.2.1: VERSEMENT D'AVANCES

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux ou du barème de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Pour les personnes morales de droit privé, le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire. Il est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

En l'absence de justification des avances et à l'échéance des délais de caducité de la subvention mentionnée à l'article 5.1 de la présente convention, une demande de remboursement à hauteur du montant des avances versées sera formulée par la Région par l'émission d'un titre de recettes.

#### ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux ou du barème de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des paiements doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

#### ARTICLE 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

Toute demande de solde est ferme et définitive.

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Pour les personnes morales de droit privé, ou ne disposant pas d'un comptable public, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- un état récapitulatif de l'ensemble des paiements qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,
- un compte rendu financier de l'action spécifique subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.
- un compte-rendu d'exécution signé par le représentant légal du bénéficiaire qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

#### ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Dans le cas où la dépense acquittée justifiée par le bénéficiaire de la subvention s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux ou du barème unitaire indiqué à l'article 1 de la présente

convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2.3 (versement du solde) dans le délai de 3 années indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

#### **ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES**

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025 et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

#### **ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le 25 septembre 2025.

#### **ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION**

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

#### **ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION**

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

Le reversement total ou partiel de la subvention est exigé :

- si l'objet de la subvention a été modifié sans autorisation ;
- dans le cas de non-respect des obligations du bénéficiaire fixées par les lois et règlements, par le règlement budgétaire et financier ou prévues par la convention ;
- en l'absence de production des pièces nécessaires à la justification de l'utilisation de la subvention conformément à l'objet pour lequel celle-ci a été attribuée

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives aux stagiaires ou alternants.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

#### **ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION**

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

#### **ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES**

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe « présentation du projet » adoptée par délibération N° CP 2025-275 du 25 septembre 2025,

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 2 exemplaires originaux

Le

La présidente  
du conseil régional d'Île-de-France

Le

Le bénéficiaire  
Fondation Solar Impulse,  
Monsieur Bertrand Piccard, Président

## **Annexe 6 - FP ETI lab**

**DOSSIER N° 25003720 - Soutien à la chaire ETI**

**Dispositif** : Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement) (n° 00001056)

**Délibération Cadre** : CR2017-141 du 06/07/2017

**Imputation budgétaire** : 936-632-65748-163005-400

Action : 16300506- Soutien à l'industrie, au commerce et à l'artisanat

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement)	1 050 000,00 € TTC	14,29 %	150 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		150 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : FONDATION MINES PARIS TECH

Adresse administrative : 60 BOULEVARD SAINT MICHEL  
75006 PARIS

Statut Juridique : Fondation

Représentant : Monsieur Jean-François David, Délégué

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 1 juillet 2025 - 30 juin 2028

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Le porteur a déjà engagé des dépenses

**Description :**

Le soutien à la chaire ETI s'inscrit dans la politique régionale en faveur du développement des ETI franciliennes, moteurs de l'économie. Le financement de ce laboratoire d'excellence vise à ainsi apporter un soutien public à la recherche en économie sur les ETI. Les chercheurs y abordent des thématiques complexes et d'actualité, telles que la décarbonation, la croissance ou l'innovation dans les ETI.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

**Localisation géographique :**

 REGION ILE DE FRANCE

**Contrat Particulier** : Hors CPRD

**CPER** : Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel	735 000,00	70,00%
Frais de fonctionnement	165 000,00	15,71%
Autres frais de la Fondation	150 000,00	14,29%
Total	1 050 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	150 000,00	14,29%
Contributions autres mécènes	900 000,00	85,71%
Total	1 050 000,00	100,00%



## **Annexe 7 - Convention ETI**

# Convention spécifique de mécénat pour la Chaire « etilab », 2025 - 2028

En application de la Loi N° 2003-709 du 1er août 2003 en faveur du mécénat, des associations et des fondations

Entre :

**La Région d'Ile-de-France,**

**Sise au 2, rue Simone Veil, 93200 Saint-Ouen**

**Représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,**

**Dument habilitée à signer la convention par délibération N°CP 2025-260 en date du 25 Septembre 2025**

et ci-après désignée « **La Région Île-de-France** », ou « **le Mécène** »

D'une  
part,

Et

**La Fondation Mines Paris**, Fondation Reconnue d'Utilité Publique par décret du 17 décembre 1947, dont le siège social est au 60 boulevard Saint-Michel, à Paris 6<sup>ème</sup>, représentée par M. Jean-François DAVID, en qualité de Délégué Général

Ci-après désignée par « **La Fondation** »,

Et

**L'Ecole Nationale Supérieure des Mines de Paris**, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, ayant son siège au 60 boulevard Saint Michel, à Paris 6<sup>ème</sup>, représentée par M. Godefroy BEAUVALLET, en qualité de Directeur Général, ou son représentant dûment habilité

Ci-après désignée par « **Mines Paris-PSL** »,

D'autre part,

Ci-après désignées individuellement par « **Partie** » ou collectivement par « **les Parties** ».

## PREAMBULE

**Mines Paris-PSL**, fondée en 1783, dans le cadre de son développement universitaire et international, souhaite créer des chaires consacrées à des thèmes pluridisciplinaires à forts impacts technique, économique ou social, dans une approche scientifique rigoureuse, avec l'aide de mécènes intéressés par les mêmes thématiques et susceptibles de participer à leur financement.

**La Région Île-de-France a inscrit l'appui au développement et à la compétitivité des entreprises de taille intermédiaire (ETI) dans sa politique régionale. Pour mettre en œuvre cette politique, la région soutient depuis 2018 le CLUB ETI IDF, qui regroupe plus de 150 ETI franciliennes et dont les objectifs sont inscrits dans le cadre de l'ETI Act II. Le présent soutien apporté à la chaire etilab vient pleinement compléter cette volonté d'accompagner les ETI franciliennes dans leur développement, en mettant en lumière, par la production d'études et d'analyses économiques, les actions, besoins et objectifs des ETI à court, moyen et long terme. Ces travaux auront pour finalité de mieux connaître et comprendre les ETI, en explorant des axes stratégiques majeurs tels que la décarbonation, la croissance et l'innovation.**

*Ceci étant exposé, il est convenu ce qui suit.*

## ARTICLE 1 : OBJET

Par la présente convention, le Mécène exprime sa volonté de contribuer à la Chaire etilab portée par Mines Paris-PSL et la Fondation Mines Paris, selon les objectifs, les modalités de fonctionnement et les principes de gouvernance définis dans le document cadre de mécénat pour la Chaire « etilab ».

Dans ce cadre, « l'Accord » désigne, ensemble, le document cadre de mécénat pour la Chaire « etilab » et la convention spécifique de mécénat pour la Chaire « etilab ». La signature de la convention spécifique vaut acceptation du document cadre, dont les dispositions s'appliquent sauf stipulation contraire expressément prévue dans la présente convention.

## ARTICLE 2 : DURÉE

L'Accord est conclu pour une période de trois (3) ans. Il entre en vigueur le 01/07/2025 jusqu'au 31/06/2028. Les Parties conviennent expressément de se rencontrer au moins six (6) mois avant le terme de l'Accord pour formaliser le cas échéant la conclusion d'un nouvel accord. La tacite reconduction est expressément exclue.

## ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS FINANCIERS DES PARTIES.

Il est d'ores et déjà convenu que le montant du soutien financier de la Chaire par le Mécène est le suivant :

- **50 000€ par an, soit 150 000 € sur 3 ans**

Ce soutien financier comprend la somme fixe et forfaitaire indiquée ci-dessus qui sera versée selon le calendrier détaillé dans l'annexe financière sur appels de fonds adressés par La Fondation au Mécène au moins un mois avant la date prévue de versement.

Le versement est fait à La Fondation, fondation reconnue d'utilité publique. Conformément au budget élaboré par le COPIL et validé par le CODOR, La Fondation reversera ensuite à Mines Paris-PSL tout ou partie des sommes perçues.

Le Mécène procèdera au versement de l'échéance par virement dans un délai de quarante-cinq (45) jours à compter de la date de réception de l'appel de fonds adressé par courrier par le correspondant financier de La Fondation au correspondant financier de chaque Mécène, sur le compte bancaire de La Fondation dont les coordonnées seront indiquées sur l'appel de fonds. Ces versements ne sont pas soumis à la TVA.

Dès réception, La Fondation s'engage, conformément à l'article 238bis du Code Général des Impôts en matière de déduction d'impôts en faveur des dons aux œuvres d'intérêt général, à transmettre, dans les trente (30) jours suivants la réception des fonds, au correspondant financier du Mécène un reçu dûment signé, indiquant notamment les coordonnées complètes du donateur et du bénéficiaire, la somme versée et la date de versement de celle-ci, ainsi que le mode de versement.

## ARTICLE 4 : RESILIATION

L'Accord peut être résilié de plein droit par l'une des Parties en cas d'inexécution par une ou plusieurs autres Parties de leurs obligations. La résiliation prend effet trois (3) mois après l'envoi, par lettre recommandée avec accusé de réception, d'une notification exposant les manquements, sauf si, dans ce délai, la Partie défaillante a remédié à ces manquements ou justifié d'un cas de force majeure. L'exercice de cette faculté de résiliation ne dispense pas la Partie défaillante de remplir les obligations contractées jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation et ce, sous réserve de l'indemnisation des dommages éventuellement subis par la Partie lésée, du fait de la résiliation anticipée de l'Accord. La Partie défaillante reste néanmoins tenue par ses obligations définies aux articles 6 et 7 du document cadre pour les durées prévues, le cas échéant, à ces articles.

En cas de Faute Grave d'une Partie, toute autre Partie peut résilier l'Accord de plein droit, par lettre recommandée avec accusé de réception, moyennant un préavis de quinze (15) jours. La Partie lésée reste tenue de respecter ses obligations jusqu'à la prise d'effet de la résiliation, ainsi que ses engagements de confidentialité prévus à l'article 7 du document cadre, pour la durée indiquée. Par « Faute Grave », on entend tout manquement contractuel imputable à une Partie, d'une gravité telle qu'il rend impossible la poursuite de la collaboration.

En cas de résiliation anticipée de l'Accord pour inexécution ou Faute Grave, les sommes déjà versées par le Mécène resteraient acquises à La Fondation et ne feraient pas l'objet d'un remboursement sauf dans l'hypothèse de non-crédation de la Chaire.

L'Accord sera résilié de plein droit, par accord du Comité de Pilotage, dans l'hypothèse où la Chaire viendrait à ne pas être créée pour quelque raison que ce soit, viendrait à cesser avant le terme de l'Accord ou si les principes généraux qui la définissent venaient à être remis en cause pour quelle que raison que ce soit.

## ARTICLE 5 : DIVERS

5.1 L'Accord, de même que les droits et obligations y afférents, ne peuvent être cédés, concédés, délégués, transférés de quelque manière que ce soit, en tout ou en partie par les Parties, sans l'accord écrit, préalable et unanime de toutes les autres Parties. Toutefois, le Mécène pourra, sous réserve d'en informer préalablement par écrit les autres Parties, transférer le contrat à une Filiale.

5.2 Toutes les clauses et conditions de l'Accord y compris le préambule et les annexes qui en font partie intégrante sont une condition déterminante sans laquelle les Parties n'auraient pas contracté, sous réserve des stipulations ci-après relatives à la validité.

5.3 En cas de difficulté d'interprétation entre l'un quelconque des titres figurant en tête des clauses, et l'une quelconque des clauses, les titres seront déclarés inexistantes.

5.4 L'Accord, en ce compris l'exposé préalable et les annexes traduit l'ensemble des engagements pris par les Parties contractantes dans le cadre de son objet. Il annule et remplace tous accords relatifs à la Chaire écrits et verbaux, remis ou échangés entre les Parties, antérieurement à sa signature.

5.5 Toute modification de l'une quelconque des clauses ou conditions devra être constatée par un écrit signé par les personnes dûment habilitées par chaque Partie contractante, et constituera un avenant à l'Accord.

5.6 Si l'une quelconque des stipulations de l'Accord venait à être déclarée nulle, illégale ou inapplicable, en tout ou partie, par une juridiction compétente, cela n'affectera en rien la validité des autres stipulations, qui demeureront pleinement en vigueur. Les Parties conviennent, dans un tel cas, de se rencontrer dans les meilleurs délais afin de substituer à la clause affectée une stipulation valide et applicable ayant, dans toute la mesure possible, un effet équivalent.

5.7 Le fait pour l'une des Parties de ne pas exiger l'application d'une clause quelconque des présentes, que ce soit de façon permanente ou temporaire, ou de ne pas se prévaloir d'un manquement par l'autre Partie à l'une quelconque de ses obligations contractuelles ne pourra en aucun cas être considéré comme une renonciation à ladite clause ou obligation.

5.8 Les Parties reconnaissent expressément que l'Accord n'a pas pour but de créer une quelconque association, joint-venture, ou entité commune et n'entraîne aucun droit acquis quant à la signature d'un contrat similaire dans le futur. L'Accord ne peut pas être considéré comme instituant un acte de société, l'affectio societatis notamment en étant exclu. Une Partie n'a ni le pouvoir ni l'autorisation d'engager l'autre Partie de quelque façon que ce soit sans son accord préalable exprès écrit.

## ARTICLE 6 : LOI APPLICABLE - LITIGES

L'Accord est régi et interprété conformément à la loi française. En cas de différend entre les Parties relatif à la validité, à l'interprétation ou à l'exécution de l'Accord, les Parties s'engagent à se rencontrer dans le but de résoudre le différend à l'amiable. En cas de désaccord persistant, le litige sera soumis à la juridiction d'un tribunal français compétent.

**Signé électroniquement**

**Mines Paris-PSL**

Godefroy BEAUVALLET, Directeur Général

**La Fondation Mines Paris**

Jean-François DAVID, en qualité de Délégué Général

**La Région Île-de-France**

**Valérie Pécresse, en qualité de Présidente**

## ANNEXE (1) Financière et administrative

### 1.1. CALENDRIER DES VERSEMENTS FINANCIERS

Les versements annuels seront effectués aux dates renseignées dans le tableau ci-dessous :

Partenaire	Versements (k€)		
	10/2025	10/2026	10/2027
Région Île-de-France	50 000€	50 000€	50 000€

### 1.2. MODALITES FINANCIERES DES APPELS DE FONDS

**Coordonnées des responsables financiers du Mécène, destinataire des appels de fonds**

Mail : [depot.subvention@iledefrance.fr](mailto:depot.subvention@iledefrance.fr)

**Référence des appels de fonds chez La Fondation Mines Paris :**

- Jean-François DAVID,
- Délégué Général
- Téléphone : 06 85 82 03 92
- [jean-francois.david@minesparis.psl.eu](mailto:jean-francois.david@minesparis.psl.eu)

**RIB et IBAN du compte bancaire de La Fondation Mines Paris pour virement annuel :**

RIB 30002 00422 0000009167D 83

IBAN FR25 3000 2004 2200 0000 9167 D83 BIC CRLYFRPPXXX

## **Annexe 8 - F IncubAlliance**



**DOSSIER N° 25003363 - INCUBATEUR INCUBALLIANCE - SUBVENTION 2025**

**Dispositif** : Lieux d'innovation – actions d'aide à la maturation et à l'accélération projets (n° 00001034)

**Délibération Cadre** : CR2017-101 du 18/05/2017

**Imputation budgétaire** : 936-67-65748-167002-400

Action : 16700206- Appui à l'innovation, évaluation, études et promotion

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Lieux d'innovation – actions d'aide à la maturation et à l'accélération projets	625 003,00 € HT	10,40 %	65 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		65 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : INCUBALLIANCE

Adresse administrative : 42 COURS PIERRE VASSEUR  
91120 PALAISEAU

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur Xavier APOLINARSKI, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 1 janvier 2025 - 31 décembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les dépenses subventionnables sont engagées depuis le 1er Janvier 2025.

**Description :**

Créé en 2000 dans le cadre de la loi Allègre, IncubAlliance est l'incubateur de référence sur le plateau de Saclay pour l'accompagnement de projets deeptech. Outre son lien originel avec des acteurs de la recherche publique, IncubAlliance développe des liens étroits avec d'autres acteurs clés de l'écosystème entrepreneurial francilien, dont la SATT, la French Tech Paris Saclay et le Pôle Universitaire d'Innovation (PUI) de l'Alliance Paris Saclay pour lequel il pilote les actions de l'ensemble des partenaires sur la création d'entreprises.

Son offre de service a été repensée autour de 3 programmes d'accompagnement complémentaires : un programme de sensibilisation de chercheurs (Genesis Light), de pré-incubation (Genesis Lab) et d'incubation (Impulse), destinés à accroître la qualité et la quantité de start-up innovantes sur le territoire. Ses activités sont hébergées au sein du Playground Paris-Saclay, incubateur-pépinière-hôtel d'entreprises cofinancé par le dispositif GLI.

Au cours de l'année 2025 et grâce au soutien régional, l'incubateur consolidera son offre d'accompagnement pour toujours mieux servir l'environnement entrepreneurial deeptech de Paris-Saclay et renforcer le sourcing de projets au seins des laboratoires. Des actions spécifiques seront mises en

place en faveur des start-ups de la santé en partenariat avec le Génopole et l'incubateur Spartners by Servier & BioLabs, et de l'entrepreneuriat féminin avec Willa. IncubAlliance travaillera à une stratégie lisible vers l'Europe et l'international et renforcera ses partenariats, en particulier avec le Centech, incubateur deeptech de Montréal. L'incubateur participera à des   v  nements concourant à l'attractivité et visibilité de l'incubateur en France et à l'étranger. Incuballiance prévoit d'accompagner 34 nouveaux projets cette année et continuera le renforcement de ses compétences internes.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et réglementations en vigueur.

#### Localisation géographique :

 ESSONNE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

#### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (��)			Recettes (��)		
Libellé	Montant	%	Libellé	Montant	%
Charges internes d'accompagnement (salaires, ...)	388 287,00	25,11%	Ressources propres	486 795,00	31,48%
Charges externes d'accompagnement	130 333,00	8,43%	PUI Alliance Paris Saclay	308 560,00	19,95%
Communication	34 167,00	2,21%	Financements privés	299 500,00	19,37%
Frais de mission, réception, ��v��nementiel	72 216,00	4,67%	FEDER	81 723,00	5,28%
Dépenses non retenues	921 575,00	59,59%	MESR	260 000,00	16,81%
Total	1 546 578,00	100,00%	Région Ile-de-France	65 000,00	4,20%
			Communauté d'Agglomération Paris Saclay	45 000,00	2,91%
			Total	1 546 578,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.111723 RDI (ex SA.58995) adopté sur la base du règlement (UE) n   651/2014 publié au JOUE L187 du 26 juin 2014, modifié, relatif à : aides en faveur des pôles d'innovation (5.2.4)

## **Annexe 9 - Fiche HEC**

**DOSSIER N° 25003717 - Soutien à l'évaluation des politiques régionales d'innovation**

**Dispositif** : Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement) (n° 00001056)

**Délibération Cadre** : CR2017-141 du 06/07/2017

**Imputation budgétaire** : 936-67-65748-167002-400

Action : 16700206- Appui à l'innovation, évaluation, études et promotion

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement)	100 000,00 € TTC	50,00 %	50 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		50 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : HEC PARIS

Adresse administrative : 1 RUE DE LA LIBERATION  
78350 JOUY EN JOSAS

Statut Juridique : Organisme Consulaire

Représentant : Monsieur Andrea MANSINI, Doyen de la Faculté et de la Recherche

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 29 septembre 2025 - 29 septembre 2026

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

La Région Île-de-France, cheffe de file en matière d'innovation et de développement économique, joue un rôle central dans le soutien à l'innovation, la structuration des écosystèmes et la consolidation de filières stratégiques et innovantes.

À ce titre, elle déploie une politique ambitieuse d'accompagnement des acteurs de l'innovation à travers divers dispositifs, notamment :

- Le programme Innov'Up (classique et France 2030)
- Les subventions aux pôles de compétitivité,
- Le financement des Grands Lieux d'Innovation (GLI),
- Le soutien aux grands projets de R&D,
- L'organisation de Challenges IA,
- Le financement du Pack Quantique Île-de-France,

Antonin Bergeaud, lauréat du prix du meilleur jeune économiste de France 2025, professeur associé au département d'économie d'HEC Paris, chercheur affilié au CEPR, au Centre for Economic Performance de la LSE et à l'Innovation Lab du Collège de France, titulaire d'une chaire sur l'intelligence artificielle au

sein de Hi! Paris, est reconnu comme un expert des politiques d'innovation et de leur évaluation.

Dans le cadre de ses missions d'intérêt général en matière de recherche sur les politiques publiques et d'évaluation d'innovation, HEC Paris souhaite mettre en œuvre un projet de recherche, visant à faire conduire, sous la coordination scientifique d'Antonin Bergeaud une étude approfondie sur les politiques régionales d'innovation, réalisée par des pré-doctorants embauchés par HEC.

Le présent projet s'inscrit dans cette démarche, la Région Île-de-France apportant son appui à un programme de recherche conduit par HEC Paris sous la responsabilité scientifique du professeur Antonin Bergeaud.

Pour l'économiste, le travail présente un intérêt scientifique fort, lié à l'accès à des données locales et relatives aux choix des lauréats, données rarement mobilisées, précieuses pour évaluer finement l'impact réel des dispositifs.

Ce projet trouve son sens dans une démarche générale d'amélioration continue de l'action publique poursuivi par la Région. Les apports d'une mise en perspective scientifique contribueront à enrichir l'analyse stratégique conduite par la Région, à nourrir ses réflexions sur l'évolution de ses dispositifs de soutien et, plus largement, à conforter l'impact de ses politiques en faveur de l'innovation

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

#### Localisation géographique :

 REGION ILE DE FRANCE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

#### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Salaire du pré-doctorant	50 000,00	50,00%
Valorisation HEC	35 000,00	35,00%
Frais de fonctionnement et support	15 000,00	15,00%
Total	100 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres HEC	50 000,00	50,00%
Subvention Région (sollicitée)	50 000,00	50,00%
Total	100 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis (UE) 2023/2831 publié au JOUE L du 15 décembre 2023, relatif à : Aides de minimis entreprise

## **Annexe 10 - Conv HEC**

# CONVENTION N° 25003717 relative au soutien à l'évaluation des politiques régionales d'innovation

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,  
En vertu de la délibération N° CP 2025-275 du 25 septembre 2025,  
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le Bénéficiaire dénommé : ETABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR CONSULAIRE HAUTES ETUDES COMMERCIALES DE PARIS

dont le statut juridique est : Etablissements d'enseignement supérieur consulaires (EESC)

N° SIRET : 81775918600023

Code APE : 85.42Z

dont le siège social est situé au : 1 rue de la Libération 78350 JOUY EN JOSAS

ayant pour représentant Monsieur Andrea Masini, Doyen de la Faculté et de la Recherche

ci-après dénommé « le Bénéficiaire »

d'autre part,

## PREAMBULE :

Le Bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « Etude économique des politiques d'innovation franciliennes » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante N° CP 2025-275 du 25 septembre 2025.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR2022-078 du 12 décembre 2022, et des conditions suivantes.

La Région informe le Bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : le règlement (UE) 2023/2831 de la Commission européenne du 13 décembre 2023 publié au JOUE L du 15 décembre 2023 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;

## ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° CP 2025-275 du 25 septembre 2025, la Région Île-de-France a décidé de soutenir : HEC Paris pour la réalisation de l'opération suivante dont le descriptif complet figure à l'**Annexe 1** de la présente convention : soutien à l'évaluation des politiques régionales d'innovation (référence dossier n° 25003717).

Dans cet objectif, elle accorde au Bénéficiaire une subvention correspondant à 50 % de la dépense dont le montant prévisionnel s'élève à 100 000 € TTC, soit un montant **maximum de subvention de 50 000 € TTC**.

Le budget du projet de recherche, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe 1 à la présente convention.

La caractérisation précise, la méthode et les enjeux sont détaillés à l'Annexe 1.

## ARTICLE 2 – PROPRIETE INTELLECTUELLE

Les droits de propriété intellectuelle afférents aux travaux de recherche menés dans le cadre de la présente convention reviennent aux auteurs et au Bénéficiaire, conformément aux règles internes de gestion de la propriété intellectuelle.

A titre de contrepartie de la subvention, la Région Île-de-France se voit reconnaître un droit d'usage non exclusif, gratuit et irrévocable des travaux et conclusions issus de la recherche réalisée dans le cadre du projet, à des fins d'information, d'aide à la décision publique, de communication institutionnelle et d'évaluation des politiques régionales. À ce titre, la Région pourra faire état de ces travaux, les mentionner dans ses publications, et mobiliser leurs enseignements pour éclairer sa stratégie en matière de soutien à l'innovation, dans le respect du droit moral de(s) auteur(s) et des éventuelles exigences de confidentialité expressément notifiées par le Bénéficiaire.

L'exercice des droits d'usage par la Région Île-de-France s'effectue dans le respect des conditions suivantes :

- Mention systématique de la paternité du Bénéficiaire et des auteurs ;
- Respect de l'intégrité scientifique des travaux et interdiction de dénaturer les résultats ;
- Transmission au Bénéficiaire d'un exemplaire de toute publication ou communication publique reprenant les résultats du projet.

Toute publication externe, notamment sous forme d'articles, rapports ou communications, portant sur les politiques régionales sur l'innovation, devra préalablement être transmise à la Région par HEC Paris. La Région disposera d'un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de cette transmission pour formuler, le cas échéant, des observations sur des éléments des travaux qui soulèvent des enjeux sensibles, ou appellent une mise en perspective particulière au regard des politiques régionales.

Ces observations donneront lieu, le cas échéant, à un échange écrit ou oral entre la Région et l'équipe de recherche, pour proposer des modalités de présentation adaptées aux impératifs d'indépendance scientifique du chercheur, et de communication de la Région.

### **ARTICLE 3 : PARTAGE DE DONNEES**

La Région s'engage à mettre à disposition un ensemble de données qu'elle détient, et nécessaires au projet, dont les données sur les financements régionaux des différents dispositifs de soutien à l'innovation, au Bénéficiaire et à ses chercheurs et étudiants-chercheurs travaillant sous la coordination du responsable et coordinateur scientifique du Bénéficiaire, sous réserve du respect des contraintes fixées par :

- le Règlement général sur la protection des données (RGPD - Règlement UE 2016/679), lorsqu'il s'agit de données à caractère personnel,
- la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés,
- les obligations de confidentialité et de sécurité prévues dans les accords ou conventions liant la Région à des tiers,
- et, le cas échéant, les règles spécifiques applicables aux données publiques au sens du Code des relations entre le public et l'administration (CRPA).

#### **3.1 Transmission et garanties de conformité**

La Région s'engage à transmettre au Bénéficiaire les données nécessaires à la réalisation du projet dans un cadre sécurisé, en recourant à des transferts sécurisés et garantissant la confidentialité et l'intégrité des données. La Région garantit que toutes les données transmises ont été collectées, traitées et conservées dans le strict respect du RGPD et certifie que les données personnelles transmises l'ont été avec le consentement des personnes concernées ou sur la base d'un autre fondement juridique valide au sens de l'article 6 du RGPD. La Région s'engage également à fournir au Bénéficiaire toute documentation nécessaire relative aux conditions de collecte, aux finalités initiales et aux droits des personnes concernées, ainsi qu'à informer le Bénéficiaire de toute restriction d'usage ou obligation particulière liée aux données transmises.

#### **3.2 Licéité de l'usage pour la recherche et responsabilités du Bénéficiaire**

La Région atteste que les données transmises peuvent être légalement utilisées par le Bénéficiaire dans le cadre du présent projet de recherche. En contrepartie, le Bénéficiaire s'engage à traiter les données transmises uniquement dans le cadre et pour les finalités du projet de recherche, à mettre en œuvre toutes les mesures techniques et organisationnelles appropriées pour garantir la sécurité des données notamment contre la destruction accidentelle ou illicite, la perte, l'altération, la diffusion ou l'accès non autorisé, à limiter l'accès aux données aux seules personnes habilitées et nécessaires à la réalisation du projet, et à notifier immédiatement à la Région toute violation de données susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes concernées.

#### **3.3 Durée de conservation et usages autorisés**

Le Bénéficiaire est expressément autorisé à conserver et utiliser les données transmises par la Région pour une durée de cinq années à compter de la date de transmission des livrables finaux du projet. Durant cette période prolongée, le Bénéficiaire peut légitimement faire usage de ces données exclusivement à des fins de recherche, de



publications académiques et communications scientifiques, d'enseignement et de formation dans le strict respect de l'anonymisation des données personnelles. L'usage des données durant cette période demeure impérativement soumis aux mêmes obligations rigoureuses de sécurité, de confidentialité et de respect de la réglementation sur la protection des données que durant la phase active du projet.

### **3.4 Destruction des données**

À l'expiration de la période de cinq années, le Bénéficiaire s'engage formellement à procéder à la destruction sécurisée et définitive de l'ensemble des données transmises, sauf demande expresse contraire de la Région ou obligation légale de conservation plus longue dûment justifiée.

## **ARTICLE 4 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE**

### **ARTICLE 4.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE**

Le Bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu et les livrables sont précisés dans l'**Annexe 1** de la présente convention. La Région accepte que le Bénéficiaire adapte le contenu et les livrables aux données obtenues par la Région et la qualité de celles-ci.

### **ARTICLE 4.2 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'ETHIQUE**

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion, favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

### **ARTICLE 4.3 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE**

Le Bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

### **ARTICLE 4.4 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA PUBLICATION D'OFFRE DE STAGE(S) OU D'ALTERNANCE(S)**

Le Bénéficiaire s'engage à publier 2 offres de stage ou de contrats de travail en alternance (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) d'une période minimale de deux mois sur la plateforme <https://stages.iledefrance.fr>, selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

### **ARTICLE 4.5 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES**

Le Bénéficiaire s'engage à :

Informers la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informers la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informers la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée par ses services, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

#### **ARTICLE 4.6 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION**

**Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France auprès des usagers finaux et du grand-public, le Bénéficiaire s'engage à mentionner, dès la notification de l'attribution de la subvention, la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention. La mise en œuvre de ces obligations en matière de communication doit se faire dans le respect de la « Charte de visibilité régionale » disponible sur [www.iledefrance.fr/logo-et-chartes-IDF](http://www.iledefrance.fr/logo-et-chartes-IDF) dont les principes sont :**

##### **Mention du soutien de la Région Île-de-France et apposition du logo régional :**

L'information relative à ce soutien prend notamment la forme de la mention « Action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo sur l'ensemble des supports d'information et de communication qu'ils soient imprimés, digitaux et audiovisuels. L'usage du logo, sa taille et son positionnement doivent se faire conformément à la charte graphique et à la charte de visibilité régionale. L'ensemble des supports réalisés doit être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

##### **Relations presse / relations publiques :**

Pour toute opération de relations presse, relations publiques ou action de médiatisation, le Bénéficiaire s'engage à informer les services de la Région Île-de-France des dates prévisionnelles de ces actions et à faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse qui y sont associés.

##### **Visibilité provisoire et pérenne :**

Qu'il s'agisse d'une subvention en investissement ou en fonctionnement, une signalétique provisoire et/ou pérenne doit être prévue par le Bénéficiaire, conformément aux applications, aux formats et aux délais indiqués dans la charte de visibilité régionale (panneaux, stickers, autocollant sur le matériel acquis...).

##### **Justificatifs de visibilité :**

Le Bénéficiaire s'engage à fournir des justificatifs du bon respect de ses obligations de communication à l'occasion en particulier de la demande de versement d'acompte ou du solde de la subvention : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers et pérennes, de la signalétique événementielle, copie d'écran des sites web et réseaux sociaux... Les services de la Région peuvent procéder à des contrôles.

##### **Organisation d'un temps protocolaire :**

Tout événement public de valorisation du projet subventionné (pose de première pierre, inauguration, annonces de manifestations culturelles, sportives...) doit être préalablement défini avec la Région Île-de-France. Le Bénéficiaire s'engage notamment à informer bien en amont les services de la Région de la date retenue, à soumettre pour validation tous les supports s'y rapportant (invitation, save the date, plaque inaugurale, signalétique...) et à respecter les usages et préséances protocolaires.

##### **Coopération aux actions de communication décidées par la Région en lien avec l'objet de la convention :**

Selon la nature du projet, de l'événement et du montant attribué, la Région Île-de-France se réserve le droit de mettre en place une communication spécifique en lien avec le Bénéficiaire (autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux, banderoles ou signalétique spécifique...) visant à assurer la visibilité régionale. Dans ce cadre, le Bénéficiaire autorise, à titre gracieux, la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données...) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

#### **ARTICLE 5 : DISPOSITIONS FINANCIERES**

##### **ARTICLE 5.1 : CADUCITE**

Si à l'expiration d'un délai de 3 ans à compter de la date d'adoption de la délibération d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le Bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une première demande de paiement conforme aux pièces attendues pour chaque type de versement (versement unique, acompte ou avance), ladite subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision du Président, si le Bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le Bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

## ARTICLE 5.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du Bénéficiaire.

Chaque demande de versement de subvention doit être remplie et signée par le représentant légal (ou son représentant) du Bénéficiaire de la subvention qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

### ARTICLE 5.2.1: VERSEMENT D'AVANCES

Le Bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux ou du barème de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Pour les personnes morales de droit privé, le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie daté et signé par le représentant légal du Bénéficiaire. Il est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

En l'absence de justification des avances et à l'échéance des délais de caducité de la subvention mentionnée à l'article 5.1 de la présente convention, une demande de remboursement à hauteur du montant des avances versées sera formulée par la Région par l'émission d'un titre de recettes.

### ARTICLE 5.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTE

Le Bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux ou du barème de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des paiements doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du Bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

### ARTICLE 5.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

Toute demande de solde est ferme et définitive

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le Bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Pour les personnes morales de droit privé, ou ne disposant pas d'un comptable public, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- un état récapitulatif de l'ensemble des paiements qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du Bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,
- un compte rendu financier de l'action spécifique subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du Bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.
- un compte-rendu d'exécution signé par le représentant légal du Bénéficiaire qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

## ARTICLE 5.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Dans le cas où la dépense acquittée justifiée par le Bénéficiaire de la subvention s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux ou du barème unitaire indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un

versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le Bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2 (versement du solde) dans le délai de 3 années indiqué à l'article 5.2 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

#### **ARTICLE 5.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES**

Les dépenses (salaire, charges, matériel, logiciel, restauration, etc.) du Bénéficiaire sont prises en compte à compter du 29 septembre 2025 et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 5.1 de la présente convention.

#### **ARTICLE 6 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au Bénéficiaire, à savoir le 25 septembre 2025.

Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou à défaut en cas d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 5.1 de la présente convention.

#### **ARTICLE 7 : RESILIATION DE LA CONVENTION**

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le Bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au Bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au Bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du Bénéficiaire par la Région. La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

Nonobstant les dispositions relatives à la résiliation, le Bénéficiaire ne sera pas tenu de rembourser la part de la subvention correspondant aux dépenses effectivement engagées et justifiées dans le cadre du projet subventionné, sauf en cas d'utilisation non conforme des fonds ou de manquement aux obligations contractuelles.

#### **ARTICLE 8 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION**

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

Le reversement total ou partiel de la subvention est exigé :

- si l'objet de la subvention a été modifié sans autorisation ;
- dans le cas de non-respect des obligations du Bénéficiaire fixées par les lois et règlements ou prévues par la convention ;
- en l'absence de production des pièces nécessaires à la justification de l'utilisation de la subvention conformément à l'objet pour lequel celle-ci a été attribuée

Nonobstant ce qui précède, les livrables et les contenus peuvent être modifiés par le Bénéficiaire, sans impact sur la subvention, dès lors que les données transmises par la Région ne permettent pas de satisfaire les engagements.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le Bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives aux stagiaires ou alternants.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le Bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le Bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

#### **ARTICLE 9 : MODIFICATION DE LA CONVENTION**

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

#### **ARTICLE 10 : PIECES CONTRACTUELLES**

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'Annexe 1 adoptées par délibération N° CP 2025-275 du 25 septembre 2025.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 2 exemplaires originaux

Le

La présidente du conseil régional d'Île-de-France

Le

Le Bénéficiaire

ETABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR CONSULAIRE HAUTES ETUDES COMMERCIALES DE PARIS

Monsieur Andrea Masini, en sa qualité de Doyen de la Faculté et de la Recherche (représentant signataire convention)

## **Annexe 1**

### **Annexe technique à la CONVENTION N° 25003717 relative au soutien à l'évaluation des politiques régionales d'innovation**

#### **Évaluation des dispositifs publics d'innovation de la Région Ile-de-France et des pôles de compétitivité en Ile-de-France**

##### **1. Contexte et objectifs**

Dans le cadre de ses missions d'intérêt général en matière de recherche sur les politiques publiques et d'évaluation d'innovation, HEC Paris souhaite mettre en œuvre un projet de recherche, visant à faire conduire, sous la coordination scientifique d'Antonin Bergeaud, économiste spécialiste des politiques d'évaluation et de l'IA, une étude approfondie sur les politiques régionales d'innovation.

Le présent projet s'inscrit dans cette démarche, la Région Île-de-France apportant son appui à un programme de recherche conduit par HEC Paris sous la responsabilité scientifique du professeur Antonin Bergeaud.

Pour l'économiste, le travail présente un intérêt scientifique fort, lié à l'accès à des données locales et relatives aux choix des lauréats, données rarement mobilisées, précieuses pour évaluer finement l'impact réel des dispositifs. Ce projet s'inscrit dans la continuité des recherches menées par HEC Paris sur l'économie de l'innovation et dans le cadre des travaux conduits par le professeur Antonin Bergeaud.

Ce projet trouve son sens dans une démarche générale d'amélioration continue de l'action publique poursuivi par la Région. L'efficacité et l'efficience des dispositifs régionaux constituent en effet des orientations majeures. Les apports d'une mise en perspective scientifique contribueront à enrichir l'analyse stratégique conduite par la Région, à nourrir ses réflexions sur l'évolution de ses dispositifs de soutien et, plus largement, à conforter l'impact de ses politiques en faveur de l'innovation.

L'objectif de ce projet de produire une analyse indépendante et rigoureuse, mobilisant les outils des sciences économiques et des sciences de la donnée, pour contribuer aux réflexions publiques sur l'efficacité des politiques d'aide à l'innovation. Il s'agit d'un projet de recherche à finalité exploratoire et évaluative, mené dans le cadre du soutien de la Région à la recherche publique. à dimension opérationnelle, le travail portant sur des dispositifs concrets de politiques publiques.

Ainsi, HEC Paris souhaite mener une **étude approfondie des principaux dispositifs d'aide à l'innovation de la Région**, en particulier (Cf annexe pour description des dispositifs)

- Les subventions allouées aux pôles de compétitivité ;
- Le dispositif Innov'up (classique et France 2030) ;
- Les grands lieux d'innovation (GLI).
- D'autres dispositifs pourraient être intégrés à l'étude, sous réserve de la capacité de l'équipe de recherche à l'intégrer au planning, d'échanges chercheurs / Région, et de disponibilités des données.

Cette réflexion s'inscrit une évolution des modalités d'intervention publique, vers une logique fondée sur la performance, l'impact économique et la contribution à la stratégie régionale. La démarche vise à apprécier leur efficacité, évaluer leur efficience, et guider éventuellement une réorientation des modalités d'intervention de la Région vers une logique de performance, d'impact et de lisibilité accrue.

L'objectif de cette mission est donc triple :

1. Apprécier l'efficacité et l'efficience des aides distribuées aux entreprises innovantes et apprécier l'impact économique des aides publiques sur les entreprises bénéficiaires.
2. Mesurer l'impact opérationnel et économique, en bref la valeur ajoutée réelle des pôles de compétitivité franciliens en tant qu'acteurs d'animation et de transformation industrielle.
3. Proposer des scénarios d'évolution du financement et du pilotage des acteurs de l'innovation.

## 2. Périmètre de l'évaluation

### 2.1 Focus Pôles de compétitivité (horizon novembre / début décembre 2025)

L'objectif de l'étude est d'analyser l'impact des pôles franciliens sur leurs missions, en particulier le développement des filières régionales prioritaires, l'animation et la fédération d'écosystème, et l'appui à l'innovation et aux projets collaboratifs.

La Région pourra mettre à disposition des chercheurs des bases de données fournies sur les pôles (données économiques, de labélisation) ...

#### Trois axes d'analyse sont à étudier

**i. Efficacité économique** : modèle économique et diversification de leur modèle (adhésions, prestations, success fees), rapport coût / impact et articulation avec les subventions publiques ; rapports entre modèles économiques et impact.

**ii. Impact d'un pôle, en particulier sur les grandes orientations / filières régionales** (cf Impact 2028 : industrialisation, décarbonation, deepetch, filières stratégiques...), à partir de grands indicateurs (à construire ensemble) ; appréciation de l'effet fédérateur et de l'impact des pôles sur une filière.

**iii. Impact des pôles sur l'innovation** (effet propre de la labélisation, qualité des projets...).

**iv. Impact économique indirect** : externalités locales (recrutements, nouvelles entreprises, diffusion technologique).

## 2.2 Dispositifs publics d'aide à l'innovation (Innov'up / grands projets de R&D / challenges IA) (autonome 2025 à hiver 2026)

L'étude portera sur des aides de la Région à des porteurs de projets innovants, selon des modalités variables (innovation produit ou de rupture, consortium recherche – entreprise ou non, challenge en mode DARPA ou non,...).

### Données

- **Innov'up** (en mode classique et en version France 2030) : subventions, entreprises lauréates et non lauréates, données sur les entreprises (bilan économiques / financiers, caractéristiques, CA, effectifs, données qualitatives relatives au choix des lauréats (avis de la Région, des opérateurs...), engagements en nombres d'emplois effectivement créés, projets, évolution du CA, projection (tendance).

L'analyse pourra se faire à partir de :

- L'analyse des entreprises lauréates, refusées et non traitées à partir des documents produits lors de l'évaluation de leurs candidatures (en particulier pour Innov'Up).
- La mobilisation de données administratives : liasses fiscales, fichiers Sirene, déclarations TVA (INSEE), bases brevets (INPI), aides publiques (DAFIP).
- Des éléments de dynamique (évolution CA, effectifs, innovation (brevets, ...))

Questions : L'évaluation vise à comparer les entreprises ayant bénéficié d'une aide à celles qui ne l'ont pas reçue, selon plusieurs dimensions :

- Impact direct : évolution de l'emploi, du CA, des investissements, dépôts de brevets.
- Effets différenciés selon le secteur d'activité, la maturité (startup, PME, ETI), le TRL, le type d'aide (subvention, avance remboursable) et ses modalités<sup>1</sup> (challenge en mode DARPA, aides...).
- Le type d'aide et son effet (subvention / prêt)
- Discussion sur l'effet de levier (« crowding-in »), l'effet multiplicateur des aides.
- L'impact en matière de positionnement concurrentiel par rapport à d'autres territoires pour les implantations ou grands projets d'extension
- Intégration des bases fiscales (TVA, CA), sociales (DADS, DPAE), INPI (brevets), et des données Bpifrance / SIE sur les aides publiques.
- Étude du processus de sélection : analyse des critères, des biais potentiels, traitement des refusés / non-traités.
- Capacité de structuration / dynamisation d'un écosystème : renouvellement des entreprises bénéficiaires.
- L'évaluation de l'équation coût/bénéfice public.

---

<sup>1</sup> Modalités : mise en concurrence en mode darpa pour les challenge IA, subvention importante à innovation de rupture pour grands projets, aide à des TPE / PME innovantes pour Innov'Up



## 2.3 Acteurs de l'innovation / structures de rapprochement entre R&D et entreprises (hiver / printemps 2026)

*Nb : en termes de méthodologie / orientations, une grande partie de l'étude sur les pôles pourrait être reprise sur l'ensemble des acteurs de l'innovation ; l'étude sur les pôles serait ainsi la déclinaison spécifique et à brève échéance d'un travail plus global sur les acteurs de soutien à l'innovation au niveau régional.*

**Périmètre :** pôles, GLI (à confirmer).

### Données à disposition

#### ■ Pour les GLI :

- Données (à consolider côté Région) : liste et nombre des entreprises accompagnées par un GLI, valeur ajoutée de l'offre de services, nombre de projets soutenus, nombre et nature des partenaires mobilisés (vocation fédératrice), tout autre information à disposition (liste évolutive) (à compléter selon vos suggestions).

**i. Impact sur les grandes orientations régionales d'Impact 2028** (industrialisation, décarbonation, deepetch, filières stratégiques...), : cf supra (pôles)

**ii. Valeur ajoutée :** cf supra (pôles) *(NB : à adapter un peu pour les GLI (qui n'accompagnent pas des projets à proprement parler, mais donnent accès à des services et équipements partagés)).*

**iii Impact économique indirect :** cf supra (pôles)

**iv. Impact sur les collaborations recherche-entreprises en Île-de-France** *(nb : Questions plus spécifiques aux GLI, mais pouvant aussi être adressées aux pôles)*

- Effet d'un GLI sur la probabilité d'apparition ou d'intensification de collaborations entreprise / acteur de la R&D (avant et après la mise en œuvre du GLI, en comparant des entreprises qui y participent ou non).

## 2.4 Questions transversales (sur l'ensemble des dispositifs étudiés) (printemps – été 2026)

**i. Qualification de l'impact / efficacité / efficience comparée des différents outils et dispositifs**, notamment selon leur nature (aide (sub / prêt) ou soutien aux acteurs de l'innovation), la filière, la typologie d'entreprises, l'ancrage géographique...

**ii. Impact global de la politique régionale de soutien à l'innovation** *(nb : estimation, et probablement difficile).*

**iii. Les politiques régionales d'innovation ciblent-elles effectivement des "domaines porteurs" ou suivent-elles les dynamiques préexistantes du tissu économique régional ?**

**iv. Questions à compléter en échangeant**

## 3. Méthodologie proposée

### 3.1 Volet quantitatif

- Mise en place d'un protocole d'évaluation quasi-expérimentale (méthode de différence de différence à partir d'un groupe de contrôle ad-hoc) :
  - Comparaison des dynamiques post-traitement des lauréats / non-lauréats des dispositifs
  - Comparaison d'entreprises adhérentes à des structures de soutien à l'innovation, ou collaborant au sein d'un lieu d'interface R&D / entreprises, ou disposant d'un tel lieu à proximité de leur localisation
  - Régression statistique / toute chose égale par ailleurs sur différents facteurs (secteur, typologie d'entreprise, situation géographique, dispositif...).
  - Modélisation en différence de différence pour estimer l'effet causal
  - Le cas échéant, constitution d'un groupe de contrôle par des méthodes d'appariement statistique (propensity score matching...).
- Utilisation de bases administratives INSEE, INPI, DGFIP, Bpifrance.
- Intégration de variables sectorielles, territoriales et temporelles.
- Agrégation des données au niveau entreprise, projet, pôles

### 3.2 Volet qualitatif

- Entretiens semi-directifs avec : entreprises soutenues, entreprises bénéficiaires ou refusées pôles, agents instructeurs (Région, Bpifrance), pôles, structures de soutien à l'innovation...
- Analyse documentaire des rapports d'activité, feuilles de route, bilans déposés.
- Analyse des dossiers d'évaluation PDF (Innov'up classique), grilles Excel de scoring (Innov'up F2030), rapports intermédiaires et finaux (GLI, challenges IA, grands projets de R&D).

### 3.3 Étude des critères de sélection : innovation, viabilité, structuration. Benchmark et grille d'analyse

- Comparaison avec d'autres régions ou modèles européens.
- Construction d'une grille d'efficacité par acteur.

### 3.4 Volet évaluation des mécanismes

- Évaluation des mécanismes de prêts vs appel à projets vs. subvention directe.
- Réflexion sur la conditionnalité à la performance des aides.
- Réflexion sur la diversification du modèle économique des pôles de compétitivité.
- Evaluation de l'efficacité des structures de soutien à l'innovation, selon leur logique et des critères spécifiques (cf. supra).

## 4. Livrables attendus

Dans le cadre défini à l'article 2 de la convention à laquelle cette note est adossée, les livrables produits dans le cadre de ce projet contribueront aux publications et travaux d'HEC Paris, tout en pouvant nourrir les réflexions stratégiques de la Région sur ses politiques d'innovation. Voici une liste indicative des livrables attendus :

1. Etude sur les pôles de compétitivité : impact global, qualifié (selon la filière, les modèles économiques...), sur des enjeux spécifiques : développement des filières prioritaires de la Région, fédération d'écosystème, innovation...
  - Recommandations opérationnelles : critères de priorisation, modèles à soutenir, orientations de politiques publiques (financement à la performance, contractualisation, bonus à l'impact, AAP sur objectifs...)
2. Note de comparaison des effets, vertus et observations sur les différents dispositifs de soutien à l'innovation (notamment selon la typologie : aide à l'innovation / soutien aux acteurs de l'innovation).
3. Analyse globale de la politique de soutien à l'innovation régionale (à discuter)
4. Recommandations opérationnelles sur les différents travaux : critères de priorisation (filieres, outils, maturité) et de modalités de soutien (prêt, subvention) selon les dispositifs, entre dispositifs, au global...

HEC Paris sera amené à adapter les livrables en fonction des données mises à disposition par la Région et de la qualité des données, sans obligation de résultats.

## 5. Planning prévisionnel (indicatif)

La mission est prévue sur une durée totale d'environ 12 mois à partir de la validation du cadrage méthodologique. Le calendrier suivant est proposé :

Etape	Période
Phase de cadrage méthodologique, mise en place des accès aux données, premiers entretiens	Mois 1 à 2

Traitement quantitatif, appariements, modélisations, extraction de données	Mois 3 à 6
Livraison d'une étude opérationnelle sur les pôles	Début mois 4
Analyse qualitative : entretiens, étude des documents internes, analyse comparative des pôles	Mois 4 à 7
Ateliers intermédiaires avec la Région pour ajustement / approfondissements	Mois 6 à 9
Consolidation des analyses, élaboration des indicateurs de performance, formulation des recommandations	Mois 9 à 11
Finalisation et présentation des livrables, restitution	Mois 12

### Calendrier thématique :

- Septembre / fin novembre début décembre : étude sur les pôles
- Automne – hiver 2026 : étude sur Innov'Up
- Hiver – printemps 2026 : étude sur les GLI (en lien avec l'étude sur les pôles)
- Printemps – Été 2026 : étude transversale

## 6. Points de vigilance

- Prise en compte des biais de sélection (auto-sélection, effets d'aubaine).
- Capacité à isoler l'effet propre des aides publiques.
- Hétérogénéité des modèles de pôles et difficulté à harmoniser les données
- Hétérogénéité des structures de soutien à l'innovation ; capacité ou non à mobiliser des données suffisamment précises et qualitatives

## 7. Budget

Ci-après une proposition de ventilation budgétaire à titre indicatif pour la mission d'évaluation sur 12 mois, dont l'enveloppe est de 100 000 € TTC, avec une subvention de 50% par la Région IdF.

Poste de dépense	de Montant	Commentaires	Source de financement
<b>Salaire</b>	50 000 €	Salaire Contrat(s) CDD pour le projet de recherche	Subvention Région (100%)
<b>Valorisation HEC (temps Antonin)</b>	35 000 €	18% du temps d'Antonin Bergeaud sur 1 an (septembre 2025 à août 2026).	Fonds propres HEC Paris
<b>Frais de fonctionnement et support</b>	15 000 €	Accès aux données (abonnement Insee Secure ou CASD si besoin) Achat de logiciels (Stata, Python librairies sous licence) Missions terrain, réunions, impression, traduction, mise en forme livrables Indemnités de transport ou restauration pour entretiens et ateliers	Fonds propres HEC Paris
<b>Total</b>	100 000 €		

## **Annexe 11 - Fiche WILLA**

**DOSSIER N° 25001955 - INCUBATEUR WILLA - SUBVENTION 2025**

**Dispositif** : Lieux d'innovation – actions d'aide à la maturation et à l'accélération projets (n° 00001034)

**Délibération Cadre** : CR2017-101 du 18/05/2017

**Imputation budgétaire** : 936-67-65748-167002-400

Action : 16700206- Appui à l'innovation, évaluation, études et promotion

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Lieux d'innovation – actions d'aide à la maturation et à l'accélération projets	989 700,00 € HT	2,02 %	20 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		20 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : INCUBATEUR AU FEMININ  
Adresse administrative : 35 RUE DU SENTIER  
75002 PARIS  
Statut Juridique : Association  
Représentant : Madame Marie GEORGES, Présidente

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 1 janvier 2025 - 31 décembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les dépenses subventionnables sont engagées depuis le 1er janvier 2025.

**Description :**

WILLA (anciennement "Paris Pionnières") est un incubateur généraliste dédié aux femmes entrepreneures. Situé dans le 2ème arrondissement de Paris, sa surface totale atteint les 270 m<sup>2</sup> dont 170 m<sup>2</sup> disponibles pour les start-up et porteurs de projets (bien que la plupart des projets soient accompagnés hors les murs).

Depuis 2005, l'incubateur WILLA œuvre pour accélérer la mixité dans l'entrepreneuriat et la tech en accompagnant uniquement des projets fondés par au moins une femme. Ses activités 2025 s'articuleront autour de trois axes :

1) Accompagnement entrepreneurial :

WILLA poursuivra son métier d'incubation, en accompagnant jusqu'à 135 start-up à impact positif (fondées par au moins une femme), de l'idée à la phase de croissance, à travers deux parcours structurés (Accélération et Croissance), visant à renforcer la viabilité économique et l'ancrage territorial de ces projets.

## 2) Formation et empowerment :

En lien avec les enjeux d'inclusion, WILLA formera 300 femmes, notamment en situation de vulnérabilité ou de reconversion professionnelle, via des programmes favorisant l'autonomisation économique et le développement du leadership.

## 3) Sensibilisation et plaidoyer :

WILLA mènera des actions de sensibilisation, de diffusion des bonnes pratiques et de plaidoyer auprès des acteurs publics, privés, économiques et citoyens, afin de promouvoir l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.

L'association poursuivra également ses dynamiques partenariales au sein de l'écosystème francilien (notamment via le Réseau régional des incubateurs et accélérateurs franciliens), à travers des événements inter-incubateurs et des actions de mutualisation.

Par ailleurs, WILLA organise chaque mois de nombreux événements à destination de ses incubées et de son écosystème

--

Sur les actions à vocation internationale, WILLA développera à nouveau en 2025 son programme WILLA EXPAT, un programme d'accélération pour les femmes françaises expatriées.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

## Localisation géographique :

📍 VILLE DE PARIS (EPT1)

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.



<b>Dépenses (€)</b>		
Libellé	Montant	%
Coûts d exploitation et de gestion de la structure	197 600,00	19,97%
Accompagnement interne des porteurs de projets	549 643,00	55,54%
Prestations externes liées à l'accompagnement des porteurs de projets	100 000,00	10,10%
Frais de mission, réception, évènementiel	41 000,00	4,14%
Communication	101 457,00	10,25%
Total	989 700,00	100,00%

<b>Recettes (€)</b>		
Libellé	Montant	%
Ressources propres(ventes de prestations, cotisations,loyer..)	318 830,00	32,21%
Subvention DRIETS 92 (accordée)	20 900,00	2,11%
Subvention programme HORIZON (accordée)	64 000,00	6,47%
BPI (French Tech Tremplin Incubation) (accordée)	60 000,00	6,06%
Subvention Région (sollicitée)	20 000,00	2,02%
Subvention Ville de Paris (sollicitée)	90 000,00	9,09%
Subvention DGCS (sollicitée)	30 000,00	3,03%
Subvention FSE+ (sollicitée)	105 000,00	10,61%
Financements privés (sponsorship, mécénat..)	280 970,00	28,39%
Total	989 700,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :  
SA.111723 RDI (ex SA.58995) adopté sur la base du règlement (UE) n 651/2014 publié au JOUE L187  
du 26 juin 2014, modifié, relatif à : aides en faveur des pôles d'innovation (5.2.4)